

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 7 JUILLET
N° 228 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire N° 56 942

**Espagne
JUAN
CARLOS
DANS
L'IMPASSE**

voir p.7

La criminelle agression des Syriens et des Phalanges se brise sur Tell Zaatar

CONTRE OFFENSIVE DES FORCES PALESTINIENNES ET PROGRESSISTES DANS TOUT LE LIBAN

C'est à Tell Zaatar que la bataille est la plus violente : les milices réactionnaires qui avaient envahi certaines parties du camp ont été repoussées. Hier, dans la matinée, le camp de Tell Zaatar était entièrement libéré de ses envahisseurs. Les Phalanges ont massacré des dizaines, des centaines de Palestiniens, de Libanais progressistes, de femmes, d'enfants dans l'espoir de briser la force de l'unité des Palestiniens et du peuple libanais ; ils ont concentré toutes leurs forces contre le camp de Tell Zaatar, le cœur de la Résistance pendant que les troupes syriennes occupaient toutes les autres régions ; ils ont été chassés. Quand ils ont occupé une partie de Tell Zaatar, les combattants ont occupé les hauteurs d'où ils bombardaient. Une contre-

attaque était lancée dans le quartier d'Aïn Remaneh, l'une des bases des forces réactionnaires.

**LA BATAILLE DANS
TOUT LE LIBAN**

Mais c'est dans tout le Liban que la bataille fait rage. Au Nord, les forces palestiniennes et progressistes ont occupé le village de Chekka à la suite d'une violente contre-offensive. Ce village est situé sur la route entre le port de Jounieh, par lequel les Phalanges reçoivent leur approvisionnement et Zghorta, l'une des bases principales des forces de droite, le fief de Franglé. Toutes les grandes positions de la droite sont en train d'être encerclées, notamment la région du Ghouf, base du responsable de l'attaque contre Tell Zaatar, Chammoun.

voir nos informations p.8

Grand dirigeant du Parti Communiste Chinois **LE CAMARADE CHU TEH EST MORT**

AU PRESIDENT MAO TSÉ-TOUNG
AU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS
AU PEUPLE CHINOIS

Le Quotidien du Peuple, ému par la disparition du camarade Chu Teh, présente au Parti Communiste Chinois et à tout le peuple chinois, ses sincères condoléances.

Fondateur de l'Armée Populaire de Libération, grand dirigeant de la Longue Marche, Président de l'Assemblée Populaire Nationale, et membre du comité permanent du Bureau Politique du Parti Communiste Chinois, c'est un grand combattant communiste qui disparaît aujourd'hui. Le peuple chinois perpétuera



son exemple en poursuivant l'édification du socialisme en Chine. Nous partageons aujourd'hui la tristesse du peuple chinois face à la disparition du camarade Chu Teh dont la vie est une source d'inspiration pour l'action révolutionnaire.

Le Quotidien du Peuple

**Une vie au service
de la Révolution voir p. 7**

La prison de Lisieux :

Un banc d'essai pour les gaz anti-manifestations

Rarement un black-out n'a été observé avec un tel ensemble par les radios et les agences de presse, au sujet d'une mutinerie dans une prison. Au point qu'hier encore, il était impossible de connaître le bilan de l'assaut donné par le GIGN (Groupe d'Intervention de la Gendarmerie Nationale), de connaître l'effet des nouveaux gaz employés. Au-delà du scandale permanent que représente la condition pénitentiaire, à Lisieux comme dans toutes les prisons de France (fussent-elles « modèles » !), c'est bien l'utilisation de ce corps d'assaut de gendarmes félicité par Poniatowski, et de ces gaz qui retiennent notre attention. Ce corps (dont il est fait mention dans notre enquête p.2) avait fait ses premiers exploits sanglants lors de l'assaut contre le car d'écoliers retenu par un commando à Loyoda. On se souvient que l'assaut avait eu pour résultat la mort d'un enfant. D'autre part, le gaz CB à forte concentration et effet paralysant, après les gaz CS utilisés depuis mai 68, fait d'ores et déjà partie de l'arsenal des forces de répression, dont l'actualité des derniers mois nous a assez montré l'utilisation contre les luttes populaires. Il s'agit donc là d'un fait grave, s'intégrant dans cette société de répression avancée, encore glorifiée par Giscard hier.

voir nos informations en p.6

**BANQUES, PTT, RATP, SAF (HAGONDANGE),
SOLLAC, SOTRACOMET...**

LUTTES POUR DES MESURES CONTRE LA CHALEUR

«Tous les moyens seront pris pour parer aux conséquences de la sécheresse dans les entreprises» déclarait hier encore Chotard, vice-président du CNPF. Qui le croira ?

Dans les banques : A la suite des mouvements engagés dans plusieurs banques parisiennes, les trois sièges centraux de la Société Générale étaient en grève hier pour arracher une réduction d'une demi-heure sans perte de salaire...

Dans les postes : Les préposés de certains centres de distribution ont obtenu de ne plus faire leur tournée l'après-midi... Aux «Télécoms», l'allongement des pauses a été obtenu à la suite de grèves sur le tas.

Aux bus RATP : Après la lutte de six jours au dépôt «Flandre» pour l'aménagement de temps de repos, des mouvements ponctuels ont lieu quotidiennement. Hier matin, les machinistes du dépôt «Malesherbes» ont obtenu que soient retirés des bus des placards



publicitaires qui empêchent le refroidissement des moteurs...

Dans la sidérurgie : victoire à la SAF à Hagondange : un arrêt payé de 40 minutes par poste et l'embauche immédiate d'un travailleur pour un groupe de huit... 32 nouveaux embauchés à la SAF !

Après une grève à la Sollac, les sidérurgistes ont obtenu des résultats pratiquement identiques !

A la Sotracomet à Metz, les employés de bureau ont décidé, d'eux-mêmes de fixer leurs horaires de travail...

Autres victoires à la Caisse des dépôts et consignations et dans les centres EGF de Paris avec la garantie d'une réduction d'une demi-heure du temps de travail sans perte de salaire.

Cette vague exceptionnelle de chaleur venant après onze mois pendant lesquels les patrons n'ont pas manqué d'intensifier les cadences rend plus évidente encore aux yeux des travailleurs la dégradation désastreuse des conditions de travail... Partout notre riposte va continuer d'être vive !

Rencontre Giscard-Schmidt

LE POIDS DE L'IMPÉRIALISME ALLEMAND

voir p. 3

DOSSIER



LA «SECURITE» DES FRANÇAIS

Paul LEFORT

L'HORIZON 80 DE LA POLICE

Un document réputé confidentiel a fourni récemment des renseignements sur les plans policiers jusqu'en 1982 : il prévoit un renforcement généralisé de la police, de la gendarmerie, et des moyens de l'administration pénitentiaire. C'est ce que nous examinons aujourd'hui avant de voir, demain, la question du fichage.

GENDARMERIE...

La gendarmerie retient toute l'attention du document ; elle offre en effet de nombreux avantages : dispersée sur tout le territoire, source de renseignements inépuisable, ses hommes sont militaires, donc non soumis aux éventuelles contestations syndicales.

Par ailleurs, on sait que, dans la Défense opérationnelle du territoire (DOT), c'est la gendarmerie qui joue le rôle central ; en cas de guerre ou de «subversion», puisqu'elle s'occupe surtout de «l'ennemi intérieur», ses effectifs passeraient à 170 000 hommes avec les réserves. L'adaptation de la gendarmerie à la nouvelle politique a déjà commencé, elle se développe dans des zones urbaines et villes nouvelles. En 1976, deux groupes d'intervention contre les prises d'otages et les révoltes dans les prisons ont été créés. D'autre part, 7 détachements d'intervention, basés dans les 7 régions de défense, sont prêts à intervenir à tout moment dans leur ressort.

Comme dans la police, on s'efforce de libérer un maximum d'hommes des tâches administratives pour les rendre «opérationnels», ce qui équivaut à augmenter de façon discrète les effectifs.

Les impératifs fixés par le gouvernement sont la modernisation des transmissions, le développement des moyens infor-

matiques ; la formation des gendarmes sera également accrue d'un mois.

L'objectif prioritaire du plan pluriannuel est «l'accroissement de la surveillance générale», c'est-à-dire l'augmentation des moyens et effectifs de maintien de l'ordre, pour faire face à ce que la bourgeoisie appelle des «situa-

tions de violence caractérisées». Ce qui, en clair veut dire grèves, manifestations, occupations d'usines, «atteintes» à la «liberté» du travail, etc... mais qui pratique l'amalgame avec la violence de certaines formes de délinquance.

Les risques d'insécurité les plus graves sont caractérisés comme la «délinquance et le désordre

public». Comment être plus clair sur la confusion que le gouvernement veut établir entre la criminalité et la lutte politique et syndicale ?

POLICE...

En ce qui la concerne, le plan pluriannuel est tout aussi généreux.

Tout d'abord, il est fortement question de supprimer aux policiers leurs droits syndicaux. Ensuite, le haut de la hiérarchie va être fondu dans un corps d'administrateurs de police : ceci va avoir pour conséquence une militari-

...ET PRISON

Enfin, le plan pluriannuel, pour l'administration pénitentiaire, prévoit aussi de renforcer son rôle et ses moyens. Il la situe dans le processus répressif d'une manière caractéristique : soulignant la jeunesse des détenus et leur «mentalité», le texte dénonce ce qu'il appelle «une population pénale d'autant plus agressive et indisciplinée que sa jeunesse et le sentiment de révolte qui l'anime contre la société lui offrent prétexte et justification d'une conduite irresponsable». Là encore, les

mots employés sont éclairants : la révolte contre la société, la jeunesse, sont en elles-mêmes des facteurs de délinquance automatique. Le fait d'appartenir aux «classes dangereuses» d'où viennent, comme le prétend Poniatowski, 80 % de la délinquance, fait le reste. Et d'une certaine manière, le simple fait d'être un jeune ouvrier révolté est, pour la bourgeoisie, de la délinquance.

Ainsi, dans toutes ces mesures, un fil directeur apparaît : dans une assimilation odieuse à de la «violence caractérisée», à de la «délinquance», de tous les mouvements sociaux, de toutes les luttes et révoltes, le gouvernement justifie une augmentation sans précédent de ses moyens. Le mot d'ordre du plan pluriannuel, pour le peuple, est finalement clair : tranquillité, sécurité pour les bourgeois, inquiétude et insécurité pour le peuple. Des effectifs policiers supplémentaires ne peuvent que mettre en danger les libertés ouvrières.

Les heures supplémentaires payées double pour les CRS

Après l'époque de la grogne, où les CRS se plaignaient de leurs horaires (!), c'est maintenant la joie dans les casernes. L'heure supplémentaire est payée à 16,84 francs.

Cette mesure a permis aux salaires des CRS de grimper de 800 à 900 francs et il est question de l'étendre aux autres policiers.

Actuellement, un jeune CRS débutant, sans aucun diplôme, et qui tape souvent dans la semaine contre les ouvriers, contre les manifestations (plus de 40 heures en comptant les déplacements et les consignes...) peut gagner aisément 4 500 francs par mois.

Ainsi le CRS parasite coûte près de quatre fois le SMIC ! Ne parlons pas des officiers qui touchent le double !



Le PCF : la surenchère sur la sécurité

Bien loin de dénoncer le renforcement policier, le PCF au contraire l'appelle de ses vœux. Mais pour ne pas avoir l'air de se ranger du côté de la

deux ans que les problèmes d'insécurité se posent dans le quartier, les communistes ont avec l'ensemble de la population, proposé des

Goueslard du PCF, conseiller général de Caen, au moment où l'on annonçait l'installation dans la ville d'une caserne de CRS demandait



bourgeoisie en place, il prend soin de préciser qu'il est pour une police au service du citoyen, police qu'il veut «démocratiser», d'après le programme commun.

Une telle politique, de fait, aboutit à faire de la surenchère sur la «sécurité des Français». Un bon exemple vient d'être donné à Montreuil où le jeune Dominique, rappelons-le, a été abattu par un homme pour avoir fait du bruit (voir QdP du 5 juillet). Plutôt que de dénoncer cet assassinat d'un jeune, qui va bien dans le sens de la campagne d'intoxication de Poniatowski, le PCF a osé écrire : «depuis

solutions : réclamer la réouverture du poste de police de la Boissière... à Montreuil, il n'y a pas assez d'effectifs de police ni pour faire suffisamment de rondes afin de protéger la sécurité et les biens de toute la population».

C'est une ligne constante d'ailleurs. Parmi d'autres exemples, on peut rappeler que le PCF n'a cessé de réclamer l'ouverture d'un commissariat à Gennevilliers, ce qu'il vient d'obtenir.

Autre exemple : Mme

«le renfort des effectifs et l'utilisation plus rationnelle de ceux-ci».

Au débat sur le budget de la police, Fizbin, député PCF de Paris, criait plus fort que Poniatowski : «L'absence de sécurité est devenue une donnée permanente et générale», en demandant le renforcement des effectifs pour «protéger» les Français.

Ainsi le PCF est arrivé au point où sa défense du capitalisme, de la sécurité des «biens», lui font demander immédiatement des renforts policiers. Sous prétexte de servir la population. Rien à envier à Poniatowski.

LES GANGS RIVAUX IMPUNIS OPÈRENT EN PLEIN JOUR

Le gangstérisme, la pratique le prouve, ne préoccupe au fond que très peu la police. Un exemple : la guerre des gangs. Deux bandes rivales, les Zemmour et le clan Vella, s'entre-tuent. L'enjeu du combat à mort : la direction et le bénéfice des opérations de prostitution, drogue, jeux, etc..., sur Lyon et Paris.

Tel jour, on trouve un tel assassiné à Neuilly ; puis c'est Vella descendu et retrouvé dans une malle de voiture. Tout le monde sait qu'ils sont proxénètes, vendeurs de drogue, etc... tout le monde sauf la police ; elle manque de «preuves» !

Mieux, il y a, comme l'ont montré les affaires de Lyon une liaison souvent très proche entre le «milieu» et les partis politiques bourgeois ;

gangsters et agents recruteurs, agents électoraux, voilà deux professions qui vont bien ensemble sous le capitalisme pourri. Des éléments de la police elle-même - voir l'affaire de Lyon - se sont révélés comme ayant «quelque» lien avec le milieu.

Quoi d'étonnant alors, dans ces conditions, que des gangsters s'entre-tuent impunément au grand jour, qu'ils fassent fortune sur la prostitution et la drogue ?

La guerre publique des gangs - à laquelle la police participe parfois involontairement, puisqu'au Thélème, un Zemmour a été tué par la police, sur dénonciation du clan Vella - remet donc à sa juste place la campagne en faveur de la fameuse brigade antigang !

sation croissante de la police. Cette réforme, en cours, est particulièrement demandée par les syndicats des commandants de CRS qui, avec la nouvelle réforme, pourront être mis à la place des commissaires.

L'effort prévu pour la police, en matière de budget, part, dans le plan pluriannuel, de cette constatation révélatrice : «les atteintes à l'ordre public et les conflits sociaux se multiplient en se faisant plus violents et plus fréquents». Là encore, l'amalgame est fait entre politique et délinquance, par le texte qui affirme la nécessité de «préserver en toutes circonstances la sécurité et l'autorité de l'Etat». Pour cela, la police devra préférer des «formes d'action plus dynamiques» : seront développés les brigades de sécurité, de surveillance nocturne, le quadrillage systématique des quartiers.

L'ilotage, pièce maîtresse de la dissuasion policière, devra, selon le document, aboutir à un «quadrillage serré des principales agglomérations», c'est-à-dire des lieux de forte concentration ouvrière. Les villes nouvelles, les quartiers ouvriers de banlieue, les «zones à expansion démographique» sont particulièrement visés.

POLITIQUE

GISCARD-SCHMIDT : ACCORD SUR L'ACIER ET «PRÉVENTION CONTRE LE TERRORISME»

Le dernier entretien entre le chancelier Schmidt et Giscard a eu lieu hier, à Hamburg. Si l'on en croit les commentateurs de la presse bourgeoise, il s'est déroulé dans une atmosphère «chaleureuse» quand ce n'est pas «familiale». Giscard a qualifié ce sommet de «très utile».

Les deux hommes ont commencé par se féliciter de l'action de piraterie sioniste : le porte-parole allemand a rapporté que Giscard aurait déclaré, à propos du refus allemand de libérer les prisonniers exigés par le commando, «on ne doit pas libérer des

criminels». Même «fermé» en ce qui concerne la «volonté réciproque d'aboutir à des actions communes», en matière de police, volonté affirmée par MM Poniatowski et Maihofer.

Les principaux points à l'ordre du jour sont ceux

que nous présentions hier, si ce n'est la question du cartel de l'acier (voir notre encart).

L'attitude à adopter face au Tiers Monde n'est pas la même à Bonn qu'à Paris, même si la volonté de faire échec au combat des pays en voie de développement est la même : à la conférence sur les matières premières, la RFA faisait cause commune avec les USA, combattant tout accord sur la création d'un fonds de stabilisation. Pendant que la France défendait une position centriste en apparence, mais visant à faire échec au projet du Tiers Monde.

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Alors que la France, par ailleurs, est favorable au maintien de la représentation actuelle au Parlement européen, la RFA veut un doublement du nombre de sièges, avec modulation pour les petits pays. Un compromis est toujours recherché, depuis le dernier conseil européen, qui échoua à ce sujet, et on annonce qu'il serait plus facilement trouvé lors de la prochaine réunion du conseil, la semaine prochaine.

La part des entretiens réservée aux deux minis-

tres de la police est significative des préoccupations et des projets des deux bourgeoisies. On sait que l'inspiration est souvent directement prise en Allemagne, pour les mesures policières mises en œuvre en France. Cependant, au-delà de l'affirmation d'une volonté de coopération, («étroite et confiante»), a dit Giscard les deux ministres se gardent bien de préciser son contenu. Ils n'ont pas pu, en effet, comme il est indiqué officiellement, se contenter de parler d'un projet d'accord mutuel pour les cas de «catastrophe ou d'accident grave», ni même du fameux projet de passeport européen. Giscard a d'ailleurs souligné qu'il s'agissait de mettre sur pied non seulement des mesures «contre le terrorisme», mais aussi des mesures de «prévention». Que seront-elles sinon un nouveau renforcement policier dans les deux pays et de nouvelles atteintes aux libertés ? D'ailleurs, il est fortement question d'un accord bilatéral judiciaire pour permettre l'extradition. Avec le type de justice qui se forge des deux côtés du Rhin, cet accord ne peut qu'être extrêmement néfaste.

Paul LEFORT

LE CARTEL DE L'ACIER

Bien que cette question n'ait pas été prévue initialement dans les conversations franco-allemandes, les deux chefs d'Etat ont parlé de la récente constitution du cartel de l'acier. Du moins, Giscard tenait-il à faire intervenir le gouvernement allemand, qui prétextait jusqu'alors d'une question «privée». Il faut savoir que les firmes allemandes, hollandaises et luxembourgeoises de l'acier (Thyssen, Krupp, groupe Arbed), ont formé récemment un cartel de l'acier à Luxembourg afin de lutter contre les conséquences de la crise.

d'organiser le marché, et de ne pas faire les frais de l'entente sous houlette allemande.

Les ministres de l'industrie, finalement, sont tombés d'accord pour «faire en sorte que tout se fasse conformément aux règles du Marché Commun». Ceci, pourtant, n'autorise pas forcément les communiqués de victoire français. On voit mal, en effet, pourquoi, alors qu'ils exigeaient il y a peu des sidérurgistes français de rentrer dans le cartel, les membres du cartel auraient d'un coup changé d'intérêts. L'assurance donnée ne préjuge pas d'un accord, mais d'un examen de la situation du marché de l'acier au niveau de la CEE.

Les groupes sidérurgistes français, et le président des patrons de la sidérurgie, Jacques Ferry, ont demandé que des contingents communautaires soient définis, afin

• «LES PLUS-VALUES TAXÉES, C'EST LE SOCIALISME !» : Les sénateurs ont commencé hier matin l'examen du projet des plus-values. On espère qu'ils auront terminé à la fin de la semaine.
Le dénommé Coudé

du Foresto, homme fort simple au demeurant, membre de l'Union centriste, a sorti la meilleure plaisanterie de l'année : la taxation des plus-values, a-t-il dit, est «un premier pas vers le socialisme libéral»...

«LES PETITES BAVURES QUOTIDIENNES»

Dans le cadre de notre enquête «sécurité des Français», nous avons reçu ce témoignage de Besançon :

Les «bavures» du genre de celle qui a coûté la vie à l'employé de la Banque de France, sont plus fréquentes qu'on croit. Mais elles ne se terminent pas toutes par une mort, et la presse n'en parle pas.

Ainsi, cette histoire, arrivée au printemps dernier à Besançon. Un jeune ouvrier monte dans sa voiture. Elle est bruyante, les gendarmes lui font signe de s'arrêter. N'ayant pas le permis de conduire, il prend la fuite. C'est alors une course-poursuite dans les rues de Besan-

çon et qui se termine hors de la ville. Le fugitif saute de sa voiture et s'enfuit à travers bois. Alors sans sommation, un des gendarmes tire.

Le lendemain, «L'Est Républicain» titrait «Rodéo dans les rues de Besançon» et écrivait même «une seule balle aura suffi pour arrêter le fugitif !»

Aujourd'hui, le jeune ouvrier ne retravaille toujours pas. Il a une broche dans la jambe, désormais plus courte que l'autre de 3 centimètres.

Le procès aura lieu en septembre. Il faudra révéler l'activité des «rapides de la gâchette».

Corr. Besançon

RÉUNION DES PC D'EUROPE À STRASBOURG :

De curieux champions des libertés

Les P«C» d'Europe capitaliste doivent se réunir aujourd'hui à Strasbourg pour participer à un meeting de protestation contre les interdictions professionnelles (berufsverbot) pratiquées en RFA. Le meeting sera présidé par Kanapa.

La loi sur les interdictions professionnelles permet à la classe dirigeante allemande de se débarrasser dans l'administration des fonctionnaires aux opinions politiques «contraires à la constitution». C'est ainsi que des centaines d'enseignants et autres fonctionnaires, révolutionnaires ou progressistes ont été exclus de l'administration. Cette loi touche principalement les révolutionnaires, mais également certains membres du DKP, le parti révisionniste allemand. C'est contre cet aspect de la loi qui éloigne les révisionnistes de la fonction publique que se mobilisent les P«C» des pays de l'Europe occidentale.

En ce qui concerne les lois répressives contre les

militants révolutionnaires, ils n'y sont pas opposés, en France, par exemple, le PCF n'a pas protesté contre l'interdiction de plusieurs organisations révolutionnaires en juin 68, au contraire !

Leur meeting de Strasbourg est un moyen de pression sur le SPD et sur la social-démocratie européenne dont fait partie le SPD pour que les membres du DKP aient plus de latitude en RFA, puissent élargir leurs activités, et ne soient pas touchés par les interdictions professionnelles.

En enfourchant ce thème de bataille, les partis révisionnistes peuvent se présenter à bon compte comme des défenseurs des libertés et mettre dans l'embarras les partis socialistes. Mais on sait que, en accord avec les socialistes, ils n'hésitent pas à faire la chasse aux révolutionnaires, tout comme Schmidt. A la Fiat de Milan, on a pu voir les révisionnistes dénoncer les ouvriers révolutionnaires au patron.

• Une quarantaine d'ouvriers de Renault Flins ont été blessés dans la collision de deux cars de transport du personnel à Trappes hier matin. Le premier

car a glissé et à été embouti par le car qui le suivait. Plusieurs ouvriers sont gravement blessés et ont dû être hospitalisés.

LE RENFORCEMENT DE LA FLOTTE FRANÇAISE EN MÉDITERRANÉE

Dimanche prochain, le président de la République et plusieurs membres du gouvernement assisteront à une revue navale en Méditerranée entre Nice et Toulon. La précédente revue navale s'était déroulée il y a cinq ans sous la présidence de Pompidou.

Avant de présider cette revue, Giscard qui arrivera samedi à Nice où il sera accueilli par le maire, Médecin, secrétaire d'Etat au tourisme, bien connu pour ses liens avec l'extrême-droite et ses sympathies avec le régime raciste d'Afrique du Sud : Nice est jumelée avec Le Cap.

Dimanche, Giscard embarquera à bord du porte-avions «Clémenceau» qui appareillera pour la revue navale au large de Nice, puis débarquera à Toulon où il prononcera un discours.

Il est probable qu'à la suite de cette revue navale, Giscard confirmera l'importance qu'il accorde au renforcement de la flotte française en Méditerranée. Depuis deux ans, depuis la réouverture du canal de Suez, l'escadre française en Méditerranée s'est progressivement renforcée.

UN ARMEMENT NUCLÉAIRE TACTIQUE

D'après l'amiral Joire-Noulens, ancien chef d'état-major de la marine : «L'escadre française est prête à intervenir à tout moment en Méditerranée», dès l'année prochaine, elle sera capable de transporter un armement nucléaire tactique. L'escadre française en Méditerranée est composée de vingt bâtiments de combat, deux porte-avions d'attaque et une dizaine de sous-marins classiques. Toujours d'après Joire Noulens un «centre d'opérations maritimes fonctionne en permanence à Toulon et suit la situation de toutes les unités navales qu'elles soient militaires ou commerciales, françaises ou étrangères». Mais selon lui, le développement prévu de l'escadre est insuf-

fisant. Elle atteindra 64 000 tonnes alors qu'il en faudrait 85 000.

Le gouvernement justifie ce renforcement de la flotte française en Méditerranée par l'augmentation de la flotte de guerre soviétique. Il est indéniable que ces dernières années, l'URSS a considérablement accru sa présence en Méditerranée. Mais le renforcement de l'escadre française en Méditerranée ne vise pas seulement, loin s'en faut la simple défense nationale.

L'INTÉGRATION DANS LES FORCES DE L'OTAN

La flotte française basée en Méditerranée est capable d'opérer dans l'Océan Indien rapidement, elle peut intervenir au Liban ou dans d'autres pays méditerranéens, c'est un instrument d'agression de l'impérialisme français. Mais en même temps, la flotte française qui avant était stationnée à Brest est redéployée pour s'intégrer au dispositif de l'OTAN; le renforcement de l'escadre française en Méditerranée permet aux Américains de dégarnir cette zone pour

concentrer leur flotte dans d'autres mers. Ce redéploiement va de pair avec l'évolution amorcée sur le front oriental avec la coordination des forces françaises stationnées en Allemagne avec l'OTAN.

C'est donc progressivement l'ensemble des forces armées qui sont coordonnées dans le dispositif de l'OTAN. On voit le danger d'une telle politique quand Giscard lors de son voyage aux Etats-Unis après consultation des autorités américaines annonce que l'armée française est prête à intervenir au Liban. L'impérialisme US pourra en effet utiliser les forces armées de la France pour les engager dans certains conflits locaux pour défendre ses intérêts. Il est nécessaire de dénoncer les dangers d'une telle position et de s'opposer à la réintégration des forces françaises dans l'OTAN, qui en liant notre pays aux USA risque de l'entraîner dans des aventures militaires contre les peuples et qui, dans la perspective d'une lutte révolutionnaire en France, aggrave les risques d'intervention US.

LUTTES OUVRIERES

Carboxyque à Nanterre

LES OUVRIERS RIPOSTENT AUX PROVOCATIONS FASCISTES DU PATRON

Au milieu des entrepôts et des usines de la zone industrielle d'Aubervilliers, soixante ouvriers entament le mois de juillet en occupant leur boîte : Carboxyque...

Ils s'étaient déjà mis en grève en 73, mais le patron n'avait rien lâché. On ne s'étonnera donc pas que les salaires soient aujourd'hui de 1 700 francs, on ne s'étonnera pas non plus qu'il n'y ait pas eu d'amélioration de la sécurité alors que deux ouvriers sont morts décapités par l'explosion d'une bouteille d'oxygène et que les accidents se multiplient !

C'est que le patron de la Carboxyque est un de ces « patrons de choc » qui ne reculent devant rien, les ouvriers de la Carboxyque et d'Oxcom en grève depuis le 15 juin ont encore pu le constater...

UNE DIRECTION DE CHOC

Carboxyque (Air Liquide), c'est quinze usines en France, quatre dans la région parisienne, une en voie d'installation au Portugal, c'est le marché des gaz comprimés, liquéfiés, etc... marché qui s'obtient par la surexploitation des travailleurs. Alors quand une des usines est en lutte pour de meilleurs salaires : 300 F pour tous, pour la cinquième semaine de congés payés, pour la sécurité dans le travail, la Carboxyque réagit, a recours à la violence, la délation, la « justice » !

La « justice » :

Le patron traduit devant les tribunaux quatorze ouvriers, mais, manque de chance, ses renseignements étaient trop mauvais : sur les quatorze, cinq n'avaient

rien à voir avec la grève, étant soit en arrêt-maladie, soit déjà partis en vacances ! Débuté pour cette fois, il promet de ne pas en rester là...

La délation :

Pour rendre la grève impopulaire, il s'appuie sur le fait que Carboxyque livre des bouteilles d'oxygène, d'azote aux hôpitaux. Seulement, les grévistes ont décidé d'assurer ce service et juste celui-là... alors, il fait courir des bruits sur le danger que cela représenterait pour les malades !

La violence :

D'abord sans la police... à 0 h 30, dans la nuit du 20 au 21 juin, un commando de cadres avec matraques, poings américains, déboule à la Carboxyque pour vider le piquet de grève et enlever les camions-citerne qui se trouvaient là.

Puis avec... le même commando attaque les grévistes d'Oxcom, mais en plein jour et accompagné de la police cette fois-ci !

M. Mulot, le directeur a reconnu être l'instigateur de

ces attaques devant le Comité d'Entreprise, ce qui ne l'empêche pas de refuser de négocier « sous la pression d'une grève », car il est contre la violence, comme chacun sait...

Quand on sait que dernièrement, un gréviste qui assurait la livraison des hôpitaux s'est vu sauter dessus un contremaître qui entendait « détourner » le camion pour livrer des industriels, et ce au beau milieu d'un hôpital, on n'a pas de mal à voir que pour faire céder un tel patron, il faut s'en donner les moyens !

PRENDRE DES INITIATIVES

S'en donner les moyens, cela veut dire : refuser le chantage au pourrissement de la lutte que joue le patron. En juillet, tout le monde n'est pas en vacances, surtout dans les banlieues ouvrières de Paris !

S'en donner les moyens, c'est ne pas s'enfermer sur soi-même, mais aller voir les travailleurs des autres boîtes de la société, entrer en contact avec les nombreux travailleurs en butte à la répression de la Seine-St-Denis et des Hauts-de-Seine, faire connaître la lutte dans la région.

Des initiatives dans ce sens vont être prises au centre de tri de la Plaine-St Denis... il faudra aller plus loin.

Corres. Plaine-St-Denis

C.D.F. CHIMIE (Pyrénées Atlantique)

Huit semaines de grève contre la liquidation

LE PAYS BÉARNAIS VEUT VIVRE

C'est pour faire connaître le combat acharné qu'ils mènent depuis cinquante jours contre les Charbonnages de France que les responsables de la section syndicale CFDT de l'usine CDF-Chimie de Mont dans les Pyrénées Atlantiques avaient

convoqué la presse hier matin rue de Montholon pour une conférence placée sous l'égide de la FUC-CFDT.

Un combat méconnu, oublié, celui de ces cent cinquante ouvriers béarnais qui prennent d'ores et

prochain dans toutes les usines CDF-Chimie, ainsi qu'en a décidé la coordination CFDT du groupe, réunie avant-hier, nous reproduisons des extraits du témoignage de la section CFDT sur les origines et les implications de la grève de Mont :

« La direction de CDF-Chimie a clairement exprimé, début 1976, son intention de procéder à la fermeture de l'usine de Mont dans les premiers mois de 1977.

La direction axe son argumentation sur le fait que l'usine de Mont présente une taille trop petite qui entraîne des coûts de fabrication élevés, par rapport aux unités modernes, et qu'elle est particulièrement vulnérable en période de crise, comme en 1975.

Vulnérabilité en période de crise ? Il nous semble, au contraire, qu'une petite unité présente de plus grandes facultés d'adaptation devant des contraintes de réduction de la production.

La direction de CDF-Chimie fait également état de l'effectif trop important par rapport à la production. Or, le coût de la main-d'œuvre représente à peine 10% du coût total dans une unité de polyéthylène, y compris celle de Mont. Par ailleurs, il faut souligner que l'usine de Mont est la seule usine de CDF-Chimie à fonctionner avec 5 équipes et qu'il faudra bien en venir là, un jour ou l'autre, dans les autres unités. De plus, elle fonctionne sans personnel de régie, ce qui ne semble pas être le cas dans les autres unités.

Par conséquent, il apparaît que le projet de fermeture de Mont a certainement d'autres raisons. Compte tenu de ce que nous avons vu précédemment, on peut penser que CDF-Chimie voulant faire porter tous ses efforts sur ses plates-formes du Nord et de Lorraine, a voulu se débarrasser de Mont et du même coup, laisser la place nette en Aquitaine à ATO-Chimie, fusion Pétroles d'Aquitaine et Total, qui produit également du polyéthylène sur le même site.

CDF-Chimie et la SNPA, en liaison avec les pouvoirs publics, sont arrivés à la conclusion qu'il valait mieux, à quelques centaines de mètres de distance, arrêter une unité pour en gonfler une autre, alors que, de plus, on sait que le gisement de Lacq cessera son activité dans quelques années !

Si l'hypothèse du désengagement d'Aquitaine de CDF-Chimie se confirmait, il y aurait tout lieu de penser que l'usine de Carnaux soit amenée à subir le même sort que celle de Mont.

C'est ce qui est à craindre car les arguments de direction de CDF-Chimie sont pas plus convaincants en ce qui concerne Carnaux qu'en ce qui concerne Mont.



C.d.F. CHIMIE absorbe ÉTHYLÈNE PLASTIQUE = 150 chômeurs de plus !

déjà les moyens d'empêcher la fermeture complète de leur usine prévue pour le 1^{er} juillet 1977. La grève a été déclenchée à la suite de l'arrêt de travail de près de deux semaines de la SNPA le 13 mai dernier. Ils ont subi les interventions d'huissiers et sont depuis quelques jours sous le coup d'un jugement d'expulsion... C'est la panique dans les services commerciaux de CDF : les stocks d'emballages plastiques, bouteilles, câbles électriques que l'usine produit à partir de l'éthylène de Lacq, sont de plus en plus limités.

Le soutien financier des travailleurs du complexe de Lacq et de la région ne fait pas défaut. Les femmes de grévistes se réunissent en assemblée générale et décident d'éditer et de diffuser elles-mêmes les tracts sur les marchés de Pau, Orthez, Mourenx... Leur présence est active dans les galas de solidarité qui se multiplient.

L'enjeu de la lutte des cent cinquante travailleurs de Mont prend une dimension régionale. « Vivre au pays » : telle est l'aspiration qui s'y manifeste alors que s'annonce le déclin et le démantèlement du gisement de gaz de Lacq. A quelques jours de la journée d'action qui se déroulera le 9 juillet

Culturmotor à Mirebeau (Vienne) LE PATRON LICENCIÉ, LE PRÉFET ACCUSE... LES OUVRIERS

L'usine Culturmotor à Mirebeau dans la Vienne fabrique des silos pour stocker les céréales.

Suite à des bruits qui couraient sur la place de Mirebeau au sujet de licenciements à Culturmotor, la section CFDT (créée en octobre 75 et qui regroupe 45 % du personnel), appelle à un arrêt de deux heures pour information le jeudi 24 juin. Vingt cinq gars y participent activement et discutent de la lutte à envisager, de voir ce que prépare le patron.

Le 26 et le 28 juin, le patron publiait un article dans la presse régionale et locale pour annoncer son projet de soixante licenciements. Le 30 juin, après en avoir informé le comité d'entreprise, il prévient les délégués qu'ils sont tenus au « secret professionnel », et laisse planer sur eux, la menace de sanctions pénales qu'ils pourraient encourir s'ils dévoilaient le secret.

Le préfet déclare : « Vous devez bien vous douter que s'il y a des sous-traitances, ça vient du fait que les ouvriers

travaillent mal ». Par ces calomnies et ce mépris pour les ouvriers, il cherche à masquer qui sont les responsables ! Qui veut liquider Culturmotor parce que ce n'est pas assez rentable ?

Lors des débrayages de deux heures dans l'usine, la section CFDT demande l'avis de tous les travailleurs, et comme le dit le délégué : « Il y a trois ans, nous étions 285 à Culturmotor, aujourd'hui, nous sommes 110 ! Si nous ne faisons rien, l'usine fermera ! »

sonnel s'est aperçu que par endroit, le plafond se décomposait. Déjà, à la Faculté de Jussieu, on savait que les plafonds étaient recouverts d'amiante.

L'amiante est un produit dangereux, car cancérigène.

Pourtant, le personnel a fait connaître son inquiétude auprès des responsables. Une lettre collective signée par l'ensemble du personnel a été envoyée.

Les résultats sont connus, bien que confidentiels. Les résultats sont graves, à la bibliothèque Italie, l'air est vicié. On respire de la poussière d'amiante à haute dose.

... Un architecte déclare à une personne qui le presse de questions sur la date des travaux : « De toute façon, faut bien mourir de quelque chose ! »

Des membres du personnel, des lecteurs, des habitants du quartier.

À LA BIBLIOTHÈQUE «ITALIE» PROTESTATION CONTRE LES PLAFONDS EN AMIANTE

Une bibliothèque toute neuve existe depuis 18 mois, place d'Italie au 211-213 boulevard de la Gare. C'est là qu'est installée l'ancienne bibliothèque de la mairie.

Panneaux vitrés, spots, moquette, faux marbre, les locaux peuvent paraître, de prime abord, confortables et agréables.

En réalité, tout ceci n'est qu'une apparence. Durant l'hiver, le per-

LUTTES OUVRIÈRES

Assurances du Groupe de Paris

NON AU LICENCIEMENT DES 2 DELEGUES CFDT

Les deux délégués CFDT des AGP mis à pied depuis le 17 juin, et dont le dossier de licenciement était examiné dès vendredi dernier par l'inspectrice du travail du 9^e arrondissement, viennent tous les jours dans l'entreprise. Chaque jour, la section CFDT intervient par tract ou affiches afin d'informer le personnel et d'expliquer ce qui se cache derrière la «faute grave» reprochée à nos deux camarades.

Si Michel et Jean-Michel ont été frappés les premiers par la direction, c'est parce qu'ils représentent la CFDT au Comité d'Entreprise et que leur licenciement permettra à la direction pendant un an et demi, d'avoir la main-mise sur le CE (il n'y aurait que les trois délégués CGT pour s'opposer au patron et au syndicat jaune). S'ils sont frappés, c'est aussi parce qu'ils travaillent tous les deux dans un service qui sera prochainement réorganisé, ce qui n'ira pas sans mutations et même licenciements. Si Michel et Jean-Michel ont été «choisis», c'est que la direction a décidé la liquidation depuis la grève d'octobre-novembre 75.

de l'entreprise. Cette pétition a été massivement signée et nous avons pu expliquer aux travailleurs ce qui se cache derrière



LA RÉPRESSION GÉNÉRALISÉE

Lors des interventions des délégués de la section, des photographies sont prises, les flics-maison «encadrent» les délégués et vont parfois jusqu'à enregistrer au magnétophone leurs interventions. Le directeur des relations sociales a arraché à plusieurs reprises les affiches apposées à la cafétéria. Enfin, une pétition destinée à l'inspecteur du travail et protestant contre le licenciement des deux délégués a été présentée dans les services de la compagnie par la section syndicale. A cette occasion, la direction a fait venir un huissier pour constater «cette intolérable entrave à la liberté du travail et les pressions faites sur le personnel». Le PDG lui-même a signifié à quatre délégués que des sanctions graves seraient prises à leur encontre s'ils continuaient à ne pas respecter les textes de loi en passant présenter la pétition aux travailleurs

le licenciement de nos deux camarades. De plus, les employés des AGP ont pu entendre et voir les menaces et entraves que met illégalement la direction à toute activité syndicale dans l'entreprise.

POUR IMPOSER LES SYNDICATS JAUNES

Si nous ne faisons pas échec à ces manœuvres, après la section CFDT, ce sera le tour de la section CGT, car le patron ne veut reconnaître comme représentant du personnel, que les syndicats collaborateurs, la CGSI (la CFT du tertiaire) à la botte du patron ; la CFTC qui doit prochainement fusionner sur le plan national avec la CGSI ; la CGC, syndicat des cadres, dont la collaboration étroite avec la direction est bien connue ; FO, dont les deux seules activités sont la signature des accords d'entreprise et la présentation des listes lors des élections.

Les AGP ne sont pas des cas isolés de répression dans la profession. C'est pourquoi de nombreuses sections syndicales nous ont apporté leur soutien en intervenant notamment le 1^{er} juillet aux portes de l'entreprise en diffusant les tracts du syndicat qui étaient diffusés le même jour dans toutes les boîtes de Paris. Ce tract met l'accent sur «le contexte répressif gé-

néral» dans lequel s'inscrit le licenciement de nos deux camarades et appelle les employés des assurances à se mobiliser pour les empêcher.

Corres. AGP

Pour le soutien, contacter la section CFDT des A.G.P. :
28, rue Saint Georges
75009 - PARIS

A Calor (Lyon)

CONTRE LA CHALEUR, 40 H SANS PERTE DE SALAIRE

Dans certains ateliers, il faut faire le rendement avec 40°C. 1200 ouvriers et ouvrières se plaignent de la chaleur ; dans les ateliers, il n'y a aucun système de refroidissement de l'air.

Mardi 29, la direction annonce qu'en raison de «l'effort fait par le personnel pendant la chaleur» elle fermera l'usine pendant un jour, jour payé à une date non précisée. Peut-être sera-ce pour Noël quand il ne fera plus chaud.

Mercredi 30, veille des élections au Comité d'Entreprise, la CGT organise un débrayage de 9 h 30 à 10 h 30, pour les revendications :
- baisse du rendement
- prime de chaleur.

200 à 300 ouvriers et ouvrières se rassemblent sur la place devant l'usine et décident : on monte tous à la direction en demandant 40 h sans perte de salaire.

Nous occupons le hall devant les bureaux de 10 h à 16 h. L'atmosphère est chaude, nous crions : «40 h sans

perte de salaire, 40 h jusqu'aux vacances!». Nous voulons la réponse. Les quatre membres de la direction dont un membre de la direction générale SEB-Calor-Tefal, n'ont pas pu aller manger ! Ils font traîner les choses, ne veulent pas nous recevoir, et recevront les délégués si tout le monde quitte l'usine ou retourne au travail.

C'est la veille des élections, les délégués CGT accompagnent les ouvriers et disent qu'ils feront ce qu'ils décident. Mais ils ne lancent pas d'initiative : ni pour faire rentrer les ouvrières dans les bureaux, ni pour mobiliser tout le reste de l'usine qui travaille et ignore ce qui se passe vers les bureaux.

Jeudi 1^{er} au soir, la CGT appelle à débrayer 1/2 heure tous les soirs jusqu'aux vacances (ce qui nous ferait 40 h par semaine). Pour faire céder la direction, il faudrait élargir le mouvement en gagnant d'autres ouvriers, et ouvrières à la lutte.

Corresp. Calor

Grève depuis le 21 juin à Rosi (Nanterre)

«On va continuer jusqu'au bout, il n'y a pas de doute»

Rosi, petite usine de Nanterre où travaillent un peu plus de deux cents ouvriers, en majorité OS et de nationalités immigrées, est à nouveau en grève.

L'année dernière à la même époque, aux côtés des travailleurs en lutte un peu partout en France, eux-aussi avaient choisi la voie de la lutte avec les ouvriers de Graphicolor, Vermiculite, Excel (Nanterre), refusant la soumission à la politique de chantage à la crise développée par la bourgeoisie. En sept jours de grève (dont quatre d'occupation) par leur détermination et profitant d'une situation favorable (insuffisance de stocks), ils avaient obligé le patron à céder sur leurs revendications. Ils exigeaient alors :

- le retour à l'utilisation de l'ancienne laine de verre (la nouvelle étant encore plus nocive)
- une prime de cinq cents francs pour tous
- l'indemnisation des journées de grève.

Depuis le 21 juin, ils sont à nouveau en grève et ont décidé l'occupation en assemblée générale. Les raisons de leur colère sont grandes. La direction qui a implanté une nouvelle usine à Dreux en 70, veut aujourd'hui transférer les ateliers de Nanterre là-bas et ne garder que le magasin. Depuis quelques mois, la direction déménageait deux ou trois machines tous les quinze jours et plaçait les gars au magasin sans rien dire.

D'autre part, les ouvriers de Rosi qui sont payés aux pièces demandent la garantie d'un salaire minimum de 2 100 francs pour quarante heures, la suppression du salaire aux pièces qui divise les travailleurs et fait en sorte que d'un mois à l'autre, la paie varie considérablement. De plus, ils exigent à nouveau une prime de cinq cents francs, car comme le dit un

tract de la section CGT : «Rosi a fait plus de six cent cinquante millions de bénéfices, soit plus de un million cinq par travailleur ; Rosi peut payer !».

POUR DE MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les revendications des travailleurs de Rosi portent aussi sur la question de la santé : ils exigent la suppression des contre-visites médicales patronales (Sécurex). Comme le soulignait un travailleur immigré : «La laine de verre, c'est une question très importante pour nous, car elle est très nocive. Les fibres te rentrent dans la peau, cela te démange, tu as des boutons partout».

Face à la détermination importante des travailleurs de l'usine, le patron de Rosi emploie la répression et l'intimidation : il fait fermer le

local de la section CGT et assigne les délégués devant le tribunal des référés. Une nouvelle comparution est prévue le 16 juillet. D'autre part, il refuse toute négociation et menace de faire intervenir les flics.

Pour tous les ouvriers de Rosi, il n'est pas question de baisser les bras. Unanimes, ils disent : «On va continuer jusqu'au bout, il n'y a pas de doute».

LA SOLIDARITÉ EST NÉCESSAIRE

La popularisation a commencé, plus de six mille tracts ont été diffusés à

Nanterre et même jusqu'à l'usine de Dreux. Ce qu'attendent les travailleurs de Rosi, c'est un soutien financier et une mobilisation rapide des travailleurs de Nanterre et des alentours en cas d'intervention des flics. «Si les flics viennent, nous manifesterons massivement devant l'usine avec tous les gars du coin». Briser l'isolement, construire le soutien autour de leur lutte, voilà la voie dans laquelle s'engagent les travailleurs de Rosi pour aller à la victoire.

Correspondant Nanterre avec des travailleurs de Rosi

en bref..

● PAPERIES : Les travailleurs de la Chapelle-Darblay (Corbeil), menacés de licenciement depuis un an, ont à nouveau débrayé deux heures lundi.

● CITROËN : Encore une fois, des élections de délégués viennent d'être annulées par un tribunal. La fraude électorale, l'intimidation, la répression : Citroën emploie tous les moyens pour imposer son officine fasciste et empêcher les travailleurs de s'organiser.

● CADOT (Paris 19^e) : La boulangerie industrielle Cadot (dans le 19^e arrondissement), est occupée depuis vendredi dernier par les 260 travailleurs, contre les menaces de liquidation de la boîte. La direction vise avant tout à liquider la section syndicale CGT.

● CHAUSSURES BONNANT : Le tribunal de commerce de Rennes vient de prononcer la liquidation de biens de la société Bonnant de la Guerche-de-Bretagne. 70 travailleurs vont être jetés à la rue. C'est la 4^e fabrique de chaussures qui ferme en 4 mois dans l'Île-et-Vilaine.

Rhône-Poulenc-Textile

RENAUD GILLET LICENCIE 421 TRAVAILLEURS

Les menaces planaient depuis longtemps. Cette fois, ça y est ! Renaud Gillet a annoncé la couleur : 421 travailleurs du Péage-de-Roussillon vont être licenciés. C'est du moins le projet de Gillet. Les ouvriers ne l'entendent pas de cette oreille. Déjà de nombreuses actions ont été menées et dès qu'ils ont appris la nouvelle, tous les travailleurs du Péage ont débrayé. «Travailler et vivre au pays», c'est aussi la revendication des ouvriers de la branche textile de Rhône-Poulenc.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

PROCÈS CACCIARI LES TROIS ACCUSATEURS

«La Corse à nouveau en procès» titrons-nous hier. Tel est bien l'enjeu de ce procès, celui de la nuit de révolte de Bastia, entre le 25 et le 26 août. Pourtant, la Corse est bien loin de la salle d'audience, où défilaient hier les témoins de l'accusation, du préfet Gilly aux hommes de la compagnie de CRS du brigadier Cassard. Aujourd'hui et demain, avec les témoignages de Max et Edmond Siméoni, des témoins victimes du «sang-froid» des forces de l'ordre sur la place St Nicolas, le procès devrait trouver sa véritable dimension.

Le préfet Gilly, un des

acteurs de la répression qu'ont connu les Corses en lutte, est resté égal à lui-même, s'adressant à Cacciari : «Je regrette qu'il y ait à nouveau un jeune Corse au banc des accusés. Il est victime de ceux qui l'ont entraîné, endoctriné...» Refrain connu. Les témoignages les plus attendus étaient ceux des CRS, en particulier du commandant Belin, responsable de la CRS 46. Quel était l'éclairage de l'abri-bus où les tireurs au lance-grenade se sont réfugiés ? Belin pense que les lampes de l'abri-bus ont été brisées avant le tir mortel sur Cassard. L'avo-

cat général, qui comptait sur un éclairage pour prouver que les CRS atteints ont été «ajustés» fronça le sourcil : «Faites attention à ce que vous dites !» Quelques instants plus tard, la description par le CRS Bergès des tireurs entrevus rue San Piero, description fort précise si l'on se souvient que les gaz lacrymogènes couvraient la place, devient un de ses arguments majeurs, repris par le président David !...

La question de l'éclairage est résolue lorsque le CRS Bergès déclare avoir lui-même détruit les lam-

padaires de l'abri, avant la mort de Cassard. Mécontent, le président David maugrée : «Voilà maintenant qu'on va prétendre que les CRS ajustés par les tireurs n'étaient pas visibles». Mais précisément, ce que la défense veut prouver, c'est que les CRS n'ont pas été individuellement visés !

Ce n'est pas la partie civile qui se charge de l'accusation, de l'interrogatoire policier. Ce sont bien les trois hommes, le président, l'avocat général, la partie civile. Les camps sont clairs.

Eric BREHAT

MANIFESTATION DE SOUTIEN À MOUSSA KONATE

Le comité de coordination des foyers SONACOTRA en grève, dénonçant les manœuvres de division du P«C»F qui entend se présenter hypocritement comme seul défenseur de Moussa Konate, un des seize expulsés du 16 avril dernier, appelle tous ceux qui défendent la juste lutte des travailleurs des foyers SONACOTRA à manifester aujourd'hui à 15 h devant la préfecture de Bobigny.

Exigeons l'annulation de la procédure d'expulsion de Moussa Konate !
Exigeons le retour de tous nos camarades !

DEVANT LA COUR D'ASSISES HIER APRÈS-MIDI À PARIS, CES POLICIERS CHARGÉS DE NOTRE SÉCURITÉ

A la Cour d'Assises de Paris, débutait hier le procès de trois policiers truands et de leur complice, auteurs de nombreux hold-up dans la Région Parisienne et dans la région de Nice.

Hier après-midi, les témoins à charge ont été entendus : employés de banque et inspecteurs de police chargés des constatations après les faits. L'atmosphère était détendue et bon enfant vu l'humeur essentiellement souriante du Président du tribunal. Les témoins à charge se succédèrent rapidement, le président ne leur adressant que des questions de formalité. Aucune intervention de l'avocat général devant les dépositions. On est loin de l'atmosphère des audiences de flagrant délit, où les accusés sont traités avec le plus grand mépris par le tribunal alors qu'ils sont seulement coupables d'un vol de porte-monnaie ou de resquille dans le métro. La cadence des forfaits perpétrés (onze hold-up en quatorze mois dans la Région Parisienne), l'usage scandaleux de leur situation de policier ainsi que de leurs armes administratives, pla-

un échelon élevé dans l'échelle du banditisme ; et pour moins de forfaits, d'autres ont leur nom à la une de certains journaux.

Certes, la cour d'assises de Nice a condamné trois d'entre eux en décembre dernier à dix et six ans de réclusion criminelle ; sévérité moyenne si on se réfère aux douze ans écopés par Goldman pour ses trois hold-up où la somme volée était pourtant infiniment moindre... On attend de voir quel sera le verdict des jurés de Paris.

Tixier-Vignancourt saura trouver sans doute toute son éloquence pour défendre ces filous. A l'heure où le gouvernement monte en épingle la criminalité, les cambriolages, pour renforcer «la sécurité des Français» par un meilleur quadrillage policier, les Français peuvent redouter de se voir cambrioler par les gendarmes !

Aujourd'hui à 13 h 30, la suite du procès.

A Creys-Malville, l'occupation se poursuit

Incontestablement, le moment fort de l'action contre la construction du super-phénix à Malville a été le week-end dernier (voir QdP de lundi). Mais, malgré la violente intervention des CRS, dimanche après-midi, l'action se poursuit, sous une forme à la fois plus symbolique et plus profonde.

La barrière entourant le chantier, véritable enceinte de camp de concentration (fils électrifiés, barbelés...) est toujours ouverte, et un car de CRS stationne derrière. Des manifestants sont assis contre la brèche, les pieds symboliquement à l'intérieur du périmètre des travaux. Selon les organisateurs, partisans d'une stratégie non-violente, un «dialogue a pu s'instaurer avec les forces de l'ordre».

Un problème s'est posé, celui du campement : dès dimanche soir, des manifestants ont installé leurs tentes dans le champ qui fait face à la brèche (la «brèche symbolique», disent les organisateurs), de l'autre côté de la route. Une réunion s'est tenue avec le maire de



Flévieux et le sous-préfet de la Tour du Pin, au cours de laquelle ce dernier a exigé que le champ soit libéré, en raison de l'arrêté communal interdisant le camping. Or, c'est le même sous-préfet qui avait fait pression sur les communes dans ce sens.

Les manifestants ont décidé d'y rester, le champ ayant été moissonné, et les risques d'incendies étant négligeables. D'ailleurs, le seul incendie est dû aux grenades des CRS, et il a été éteint par le service incendie des manifestants eux-mêmes.

D'autre part, les paysans de la région de Malville se rendent fréquemment sur les lieux et manifestent leur intention de poursuivre l'action. Si cela se vérifie, ce qui dépend beaucoup de la capacité des manifestants à les mobiliser, l'action du week-end aura été une victoire. Lundi soir, la pièce de Jean Kergrist, «Le clown atomique» a été jouée en plein air. Cette pièce avait été interdite à l'affiche à Lyon.

Le week-end prochain, les rangs des manifestants se

renforceront. Ce doit être l'occasion de mener largement le débat sur les objectifs du combat, car il semble que, malgré les tentatives faites, il est resté à l'état embryonnaire.

MONTREUIL : «NOUS FERONS LA VÉRITÉ SUR L'ASSASSINAT DE DOMINIQUE»

L'idée de faire la vérité sur l'assassinat de Dominique, de riposter à la campagne anti-jeunes, mobilise maintenant de plus en plus des jeunes de La Boissière, de nombreuses familles du quartier. Au cours des veillées, qui réunissent toujours beaucoup d'habitants malgré la présence massive des flics, la proposition de réunir une «commission pour la vérité contre la campagne anti-jeunes» a été largement discutée. «Il faut faire nous-mêmes notre reconstitution des faits, disait un travailleur, Rudolphi (l'assassin) est protégé par les flics, ils vont inventer de faux témoignages, diront que Dominique l'avait menacé. C'est à nous d'expliquer comment cela s'est véritablement passé, il faut faire un dossier, faire cesser les calomnies de la presse («France-Soir», «Parisien Libéré»)». A l'idée de se venger seul, se substitue maintenant cel-

le de se regrouper, de recueillir des témoignages, de faire la vérité mais aussi d'expliquer ce qu'est la vie des jeunes dans le quartier : pas une salle pour se réunir, pas un cinéma, rien... Aujourd'hui, familles et jeunes montrent qu'ils sont unis parce qu'ils comprennent l'enjeu de cette lutte. Ne pas réagir, c'est se trouver demain face à un même assassinat, c'est accepter le sort de chômage des jeunes du quartier ; voilà quelques jours un autre habitant a menacé un jeune d'un fusil. Partout en France, par la radio, la télé, par voie de presse, une campagne cherche à discréditer les jeunes, à les diviser des travailleurs ; dans les quartiers populaires, les jeunes comme leurs familles ont à faire face à cette campagne de division. A Montreuil, l'heure est à la riposte, pour cela, la «commission pour la vérité et contre la campagne anti-jeunes» va

bientôt se réunir. Elle regroupera des ouvriers, des mères de familles, des jeunes. Déjà, la campagne de signature du tract (voir QdP n° 126) a été un grand succès, maintenant, il faut faire signer des personnalités, des ouvriers, contacter des avocats, envisager de répondre aux calomnies de «France-Soir», poursuivre l'enquête sur les faits. Ce sont là les tâches de la commission. Nous ferons la vérité sur l'assassinat de Dominique, nous riposterons au racisme anti-jeunes.

Reproduisez et faites signer la pétition, envoyez-la ainsi que des télégrammes de soutien au QdP qui transmettra.

Aujourd'hui mercredi 7
Enterrement de
Dominique
à l'église de la cité
La Boissière - 16 H
Montreuil

LA MUTINERIE DE LISIEUX (suite de la une)

Que s'est-il passé, lundi, à la maison d'arrêt de Lisieux ? Il est difficile de le dire, dans la mesure où la seule information faite actuellement est de source policière. Cela n'empêche pas les «grands moyens d'information» de l'accepter sans broncher. Ce sont en fait, semble-t-il, quatre détenus, Segard (il s'était évadé en 72 du Palais de Justice de Paris, en prenant un juge d'instruction pour otage), Debrielle, Carman, Pont, qui sont les acteurs de la mutinerie. Les quatre hommes auraient pris plusieurs gardiens comme otages. Quelles négociations ont été réellement menées ? Impossible de le dire, puisque, selon le préfet

de Basse Normandie, elles n'ont donné aucun résultat, justifiant selon lui, l'assaut de la gendarmerie.

LES GAZ ANTI-MANIFESTANTS

Pendant longtemps, la police et la gendarmerie étaient équipées de gaz chlorés (reconnaissables à leur couleur jaune), très dangereux pour les poumons, mais facilement neutralisables avec un mouchoir imbibé d'urine. Les émeutes des noirs américains, en 67 et en 68 ont fait mettre les chimistes américains au travail et toute une panoplie de gaz anti-manifestants, à effet progressif

(voir à retardement !) furent mis au point. En mai 68, le gaz CS fut utilisé contre les manifestants. Concentré comme cela se produit dans un café, dans un appartement ou une voiture, il peut provoquer des lésions durables aux yeux et aux poumons. Le gaz CB, employé à Lisieux (CB : Chlorobenzène) est du même type, mais employé à forte concentration, il a un effet «inca-pacitant», c'est-à-dire paralysant. Il est employé en Irlande (où on l'appelle «peper-frog», nuage de poivre) par l'armée britannique, ce qui prouve bien sa vocation, et équipe certaines unités de gendarmes depuis deux ans.

INTERNATIONAL

CHU TEH

UNE VIE AU SERVICE DE LA REVOLUTION

La vie du camarade Chou Teh est profondément liée à toute l'histoire du peuple chinois, à ses combats, depuis près d'un siècle. Elle commence dans la Chine semi-féodale et semi-coloniale de la fin du siècle dernier. Issu comme Mao, d'une famille de paysans, devant faire beaucoup d'efforts pour parvenir à une éducation primaire, puis secondaire dans un système d'éducation fondé sur la ségrégation sociale, il a conscience très jeune de la nécessité de lutter contre l'oppression mandchoue pour une Chine où ne régnerait plus la misère ; il a à cœur d'acquiescer une instruction militaire et participe à la révolution démocratique de 1911. Devenu général, il joue un rôle capital dans la lutte contre Yuan Che Kai qui voulait restaurer la monarchie. Mais dans cette Chine où la république a été proclamée par Sun Yat Sen, l'anarchie et le chaos persistent, car force réactionnaires et impérialistes se partagent le pays : c'est l'époque des seigneurs de la guerre.

Bien que jouissant d'un poste élevé de fonctionnaire au Yunnan, Chou Teh qui est resté un combattant de la liberté et de la démocratie rejette ce régime. Délaissant les honneurs et l'argent, il part en Europe où il se joint aux étudiants chinois révolutionnaires, parmi lesquels Chou En Lai. L'ancien général, âgé d'une quarantaine d'années se met alors à étudier les écrits de Marx et Lénine. En même temps, il

découvre en Europe toute la réalité hideuse de l'impérialisme. C'est alors qu'il adhère au Parti Communiste Chinois. A la fin de 1925, il rejoint la Chine où il redevient général dans l'armée du Kuomintang. En 1927, c'est le soulèvement de Nanchang : chargé de réprimer l'insurrection, il se déclare ouvertement communiste et passe avec ses troupes du côté des révolutionnaires.

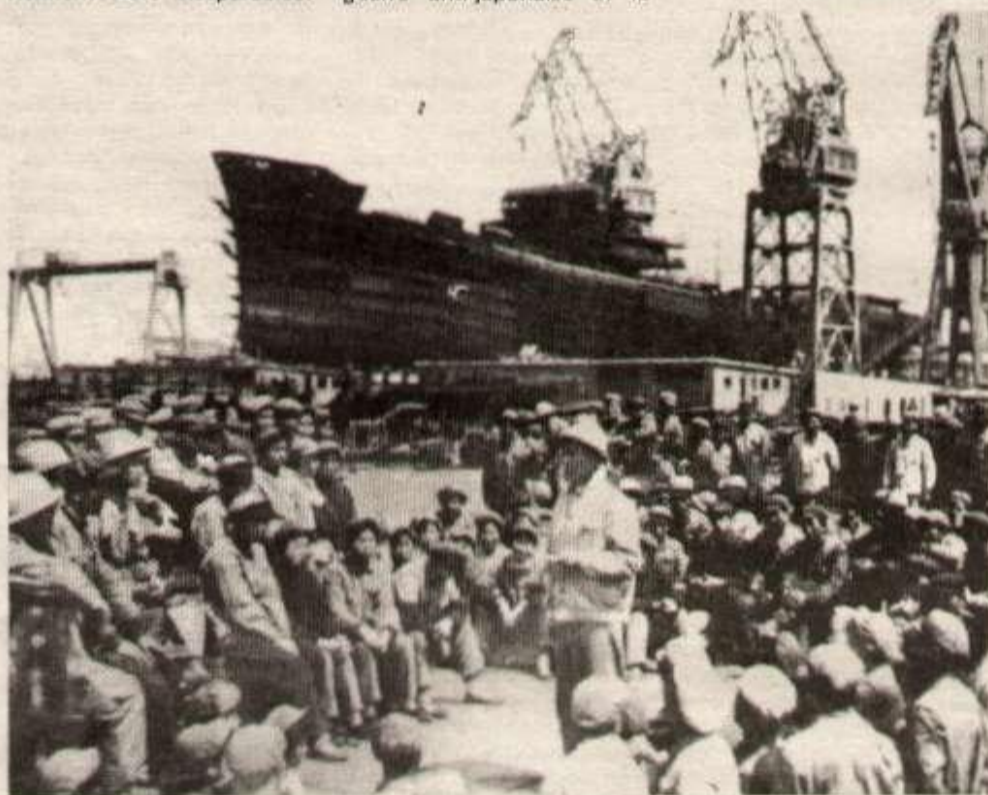
En 1928, son armée fait la jonction avec celle de Mao Tsé Toung. Leurs noms deviennent alors inséparables.

Les réactionnaires du Kuomintang parlent même du mystérieux Chou Mao, héros légendaire qui dirige l'armée rouge. Mao est commissaire politique de l'armée rouge et Chou Teh, dirigeant militaire. C'est en s'appuyant notamment sur la riche expérience militaire de Chou Teh que Mao Tsé Toung élabore à cette époque la théorie de la guerre révolutionnaire et édifie une véritable armée populaire. D'un courage extraordinaire allié à une grande simplicité, Chou Teh sera le chef de cette armée pendant la Longue Marche, puis durant la guerre anti-japonaise et la

deuxième guerre civile, jusqu'à la victoire.

Après 1949, président de l'Assemblée Nationale, membre du bureau politique, puis du comité permanent du bureau politique du Parti Communiste jusqu'à sa mort, à travers toutes les luttes politiques des 25 dernières années et pendant la Révolution Culturelle, il restera toujours fidèle à la ligne prolétarienne. Cette voie de la Révolution Prolétarienne qu'il avait choisie, il l'aura défendue jusqu'au bout.

J.P. CHAMPAGNY



Perpétuer l'exemple du camarade Chu Teh en poursuivant l'édification du socialisme.

SON ENFANCE

«J'ai grandi en ayant faim. C'est pourquoi, par la suite, au cours de la lutte révolutionnaire, j'ai moins souffert de la faim que si je ne l'avais jamais connue. Il en fut de même pour le travail. J'ai grandi en travaillant. Je n'ai donc jamais eu l'impression de perdre la face lorsque j'ai dû accomplir un travail physique. Pour la marche ce fut encore la même chose. Une fois adulte, il m'est arrivé d'avoir un cheval mais la plupart du temps, j'ai dû marcher. J'ai parcouru à pied des distances énormes, aux côtés des hommes que je commandais pendant des mois et des années».(...)

EN EUROPE

«Partout je rencontrais le même univers de misère. La Chine n'était pas le pays le plus malheureux. C'était un pays malheureux parmi tant d'autres. Les problèmes des pauvres et des opprimés sont les mêmes partout. En France, je découvris que l'Europe n'était pas non plus le paradis de la science moderne que j'avais imaginé. Les ouvriers français étaient mieux vêtus et mieux nourris que les Chinois. Ils ressemblaient pourtant à des hommes traqués. Le gouvernement français était un champ de foire, où marchandises, ventes et achats, battaient leur plein».(...)

LA REVOLUTION PAYSANNE

«La flamme de l'espoir avait été allumée dans le cœur de millions de Chinois. Il ne leur manquait qu'une direction et nous étions en mesure de la leur fournir. Des révoltes de la récolte d'automne s'étaient produites en de nombreux endroits du Sud. La plupart du temps, elles avaient été écrasées. Parfois leurs partisans avaient dû se réfugier dans la clandestinité. Mais les paysans avaient saisi des armes et nous en avions d'autres pour leur prêter main forte. Ne pas les aider aurait été une trahison. Pour ma part, j'étais décidé à continuer la lutte tant qu'il resterait un homme à mes côtés. Et si à son tour, il avait déserté, j'aurais reconstitué une autre armée. Je ne voulais à aucun prix voir revenir le temps des seigneurs de la guerre. J'avais choisi la voie de la révolution populaire et j'entendais la suivre jusqu'au bout.»

Extraits des mémoires de Chu Teh.

Espagne

JUAN CARLOS DANS L'IMPASSE !

Si le départ d'Arias Navarro n'a pas suscité d'étonnement, en revanche, le choix de M. Suarez, jusque là secrétaire général du Mouvement (Parti Fasciste) mais considéré néanmoins comme relativement «libéral», continue à provoquer des remous. Le dernier en date, et non le moindre, est constitué par la cascade de démissions du groupe des ministres dits «réformateurs» : en tête, Areilza, ministre des affaires étrangères, Fraga, ministre de l'intérieur et MM. Gamero, Riquer, Garrigues et Calvo Sotelo respectivement ministres de l'information, de l'éducation, de la justice et du commerce, qui ont refusé de participer à un gouvernement dirigé par M. Suarez.

Aux dernières nouvelles, les pressions personnelles exercées par le roi sur Fraga, pour qu'il revienne sur sa décision, sont restées sans effet. On apprend d'autre part, que M. Silva Munoz, candidat de la continuité franquiste sur la «Terna» (liste de 3 noms parmi lesquels devait être choisi le nouveau chef de gouvernement) a refusé lui aussi de faire partie du nouveau gouvernement. Il semble donc que la classe politique au pouvoir patauge dans une crise assez grave que certains milieux qualifient de crise de confiance, et dont les données fondamentales sont les luttes des masses et la très

grave situation économique que traverse le pays.

LA TOILE DE FOND DE LA CRISE : LUTTES DE MASSE ET DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES

Il est clair que le labyrinthe madrilène actuel a pour fil d'Ariane la réponse à deux questions fondamentales liées : comment affronter une crise économique dont tous les indicateurs sont négatifs (hausse des prix de 4,5 % pour le seul mois de mai, avec un taux d'inflation prévisible de près de 20% pour l'année en cours ; accroissement du chômage qui dépasse nettement le

million de chômeurs, et baisse de la production) ?

Comment affronter un mouvement de masses d'une ampleur, d'une vigueur et d'une persistance exceptionnelles, qui a lutté précisément pour les revendications salariales autant, sinon plus que pour l'exigence de libertés démocratiques, auxquelles le gouvernement fasciste de Juan Carlos a opposé son veto ?

Les tractations complexes et difficiles qui se déroulent en ce moment à Madrid ont pour toile de fond la réponse à ces deux questions.

D'ores et déjà, on peut esquisser plusieurs possibilités : soit le maintien de la politique actuelle, impliquant l'accélération du programme de réformes, avec une personnalité plus énergique qu'Arias Navarro ; soit le retour en force de l'Opus Dei, véritable Etat dans l'Etat, qui regroupe en son sein des technocrates qui seraient chargés de résoudre les difficultés économiques. Ils se sont acquis une réputation de bonne gestion des affaires et

ont impulsé le Plan de Développement Economique au milieu des années 60. Soit enfin, une mise en réserve provisoire de Fraga qui ne veut pas s'user davantage au pouvoir. Des panachages entre ces différentes données ne sont pas à exclure, et il est évident que, compte-tenu de la vitalité du mouvement des masses, la crise actuelle n'est pas près de trouver de solution, indépendamment du prochain intermède gouvernemental.

● ANGLETERRE : Les mineurs de l'île de Man ont réclamé d'importantes augmentations de salaires, qui dépassent les 4,5 % décidés par le plan d'austérité du gouvernement. Cela a suscité une importante discussion au sein du syndicat des mineurs britanniques qui a finalement refusé de soutenir cette revendication par un vote de cent quarante-cinq voix contre cent vingt-huit qui voulaient défendre les mineurs de l'île de Man.

Le comité inter-olympique tient à la participation de Taïwan

Le Comité Inter-Olympique qui prétend ne pas se mêler de politique tient absolument à la participation des athlètes de Taïwan aux Jeux Olympiques sous le drapeau de l'Etat fantoche de Tchiang Kai-Tcheik. Le Canada, qui a des relations avec la République Populaire de Chine refuse le visa d'entrée à ces envoyés de la prétendue «Chine nationaliste». Ce conflit s'ajoutant à la menace des pays Africains de boycotter les jeux, si la Nouvelle-Zélande, qui entretient des relations sportives avec l'Afrique du Sud raciste est admise à participer aux jeux, montre que le sport n'est pas au-dessus de la politique et traduit l'avancée des peuples du monde qui en ce domaine comme dans les autres, entendent mettre fin à la domination impérialiste.

APRÈS LES MANIFESTATIONS DE SOWETO : VORSTER OBLIGÉ DE RECULER

Le gouvernement raciste d'Afrique du Sud a dû renoncer à rendre obligatoire l'usage de l'Afrikaans, la langue des blancs d'Afrique du Sud, dans les écoles noires. Cette mesure, dont le but était de détruire toute culture africaine a cristallisé la révolte des Africains, et avait été à l'origine immédiate des grandes manifestations qui ont secoué l'Afrique du Sud à la fin du mois de juin.

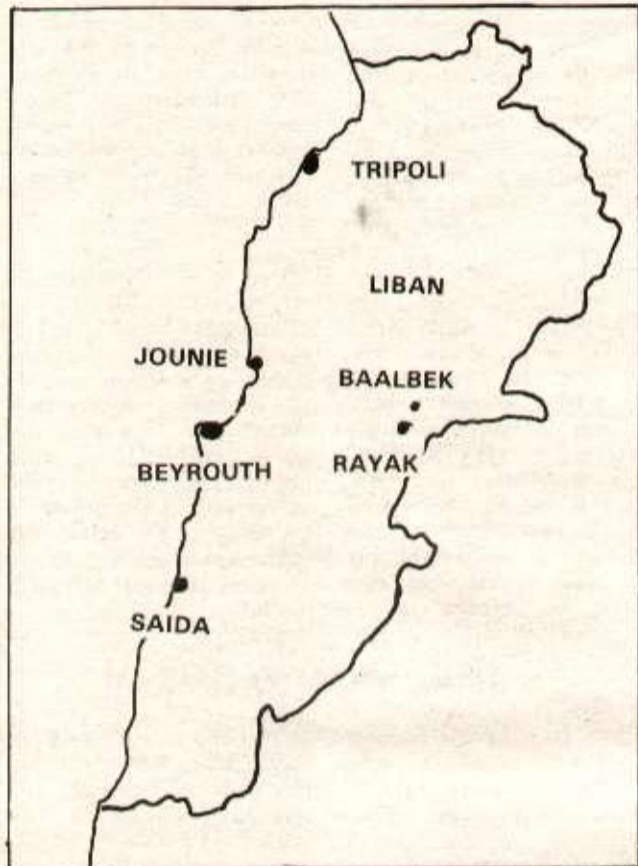
● SOUDAN : Après le coup d'Etat avorté qui aurait été organisé par une organisation réactionnaire dont le chef est en Arabie Saoudite plus de cinq cents personnes ont été victimes de la répression. De son côté, la Lybie a rejeté les accusations portées contre elle par le régime soudanais. «Il est devenu traditionnel d'attribuer la responsabilité de tout soulèvement populaire ou de toute tentative de coup d'Etat, à la république arabe lybienne au lieu de chercher à en trouver les véritables causes», a déclaré le gouvernement lybien.

INTERNATIONAL

La criminelle agression syrienne et phalangiste se brise sur Tell Zaatar

CONTRE-OFFENSIVE DES FORCES PALESTINIENNES ET PROGRESSISTES DANS TOUT LE LIBAN

Suite de la une



Le Liban ne connaîtra pas un nouveau septembre noir : l'unité du peuple libanais et de la résistance palestinienne met en échec les tentatives de massacres par lesquels ils veulent briser les forces patriotiques. Ce sont les troupes d'invasion syriennes qui assurent l'arrière des forces réactionnaires au Liban. Elles leur livrent des armes, elles occupent des régions dont les forces phalangistes se retirent pour se porter dans

Beyrouth : de plus en plus, les troupes d'invasion syriennes sont obligées de rentrer directement dans le combat, tandis que les forces de droite libanaises sont repoussées par les contre-attaques patriotiques.

DE PLUS EN PLUS CONTRE LES FORCES SYRIENNES

Avant-hier, les chars syriens avançaient dans la région de Tripoli pour

bloquer la contre-offensive : ils ont été stoppés. De concert avec les troupes de droite, ils bombardent le quartier de Nabaa dans Beyrouth, l'une des principales bases patriotiques. Dans la plaine de la Bekaa, elles encerclent Baalbek. Mais elles n'ont pu y pénétrer : les forces patriotiques font face aux chars et ont stoppé leur progression. Au Sud, enfin la bataille de Saïda commencée avec l'invasion syrienne n'a jamais cessé. Menée principalement par l'armée du Liban arabe, elle empêche le blocus total que les Syriens veulent imposer en empêchant notamment les navires venus du Bureau de l'OLP à Chypre de venir débarquer.

L'AVIATION SIONISTE BOMBARDE AU SUD

C'est au moment de la contre-offensive palestinienne et patriotique libanaise, que, pour la première fois depuis plusieurs semaines, les sionistes ont repris les bombardements sur le Sud-Liban, là où les forces syriennes n'ont pu pénétrer. Les villages d'Aïtaroun et de Belaya ont été bombardés, des avions israéliens survolent la région. A chaque recul des forces réactionnaires, de nouvelles forces se sont jetées dans la bataille pour briser la Résistance Palestinienne au Liban. La résistance héroïque de Tell Zaatar, la contre-offensive actuelle ont empêché la réalisation de ce

complot, dont les massacres de Jisr-el-Bacah ont montré la véritable nature.

La bataille du Liban n'est pas terminée. Les Phalanges ont refusé de stopper le bombardement de Tell Zaatar, condition posée par l'OLP à la négociation d'un cessez-le-feu. Les forces de droite veulent aller jusqu'au bout, ne reculant devant aucun massacre. Les troupes d'invasion les relaient quand c'est nécessaire, les avions israéliens viennent les appuyer au Sud. La guerre populaire pour libérer le Liban de cette agression réaction-

naire a déjà commencé. Peut-être durera-t-elle encore des semaines. Pendant tout ce temps, tout notre soutien doit aller vers la Résistance Palestinienne et les forces patriotiques libanaises jusqu'à la victoire.

G.CARRAT

● PLUS D'INFORMATIONS DU LIBAN : «En raison de l'interruption provisoire de toutes les communications internationales télex et radio à partir du territoire du Liban», il n'y aura plus de communications de presse, a déclaré l'ambassade de France à Beyrouth.

ENTEBBE : VORSTER FÉLICITE ISRAËL

En Israël, l'opération d'Entebbe donne lieu à une véritable campagne de soutien au gouvernement et à l'armée : elle entre dans les grands crimes qui ont marqué l'histoire israélienne et permis sa création ; le massacre de Deir Yassine, l'occupation des territoires de 1967. Cela fait craindre une violente répression contre le peuple palestinien en Palestine occupée qui depuis des mois manifeste contre l'occupation et a fait vaciller sur ses bases l'Etat d'Israël.

Les uns après les autres, les pays occidentaux félicitent Israël ; Giscard et

Schmidt s'en saisissent pour justifier la coordination de leurs polices. Après Ford, Reagan a qualifié l'agression israélienne «d'action magnifique». Mais l'hommage le plus retentissant - et le plus inquiétant pour l'Afrique - est venu d'Afrique du Sud d'où Vorster a envoyé un message à Rabin. Les sionistes ferment-ils école en Afrique du Sud et leurs instructeurs enseigneront-ils aux troupes racistes comment opérer une action de commando dans un pays étranger... la Zambie, le Mozambique par exemple, qui soutiennent la lutte armée du Zimbabwe et de la Namibie.

Le ministre syrien des Affaires Etrangères à Moscou

Reçu par le ministre soviétique des Affaires Etrangères à sa descente d'avion, Khaddam, ministre syrien, a remis un message de Assad, le président syrien. Que va chercher Khaddam à Moscou ? Les condamnations soviétiques contre l'effusion de sang au Liban sont destinées à se présenter comme des amis de la Résistance Palestinienne et du peuple libanais victime de l'invasion. Mais l'Union Soviétique cherche à profiter de la situation au Liban. Lorsque les troupes syriennes pénétraient au Liban, Kossyguine était à Damas et promettait des envois d'armes défensives à Assad. Des paroles de soutien à la Résistance à un soutien camouflé à l'intervention syrienne, il y a les deux volets de la politique soviétique au Moyen Orient qui cherche par tous les moyens à se soumettre la Résistance Palestinienne.

Callaghan en Irlande du Nord



Les troupes britanniques resteront aussi longtemps qu'il sera nécessaire... Il n'y aura pas de retrait prématuré des unités, a déclaré Callaghan, le premier ministre britannique en visite en Irlande du Nord. «N'écoutez pas les propos sans fondement selon lesquels il y aurait un retrait économique de l'Angleterre, c'est complètement faux» a-t-il déclaré devant les fonctionnaires et les responsables de la répression.

Callaghan confirme que la Grande-Bretagne veut continuer à coloniser l'Irlande. C'est ce qui est la cause des combats dans ce pays depuis de nombreuses années.

Iran Le Chah installe l'énergie nucléaire

L'Allemagne de l'Ouest va installer deux usines nucléaires d'une puissance de 1200 mégawatts et fournira l'Iran en combustible nucléaire pendant 10 ans. C'est un contrat total de 3,6 milliards de dollars.

Le plan du Chah est d'équiper l'Iran en centrales nucléaires d'une capacité totale de 23 000 mégawatts d'ici à 1994, ce qui représente un marché total de 27,6 milliards de dollars. Les grandes entreprises occidentales se ruent sur ce marché. L'entreprise française Framatome est en discussion pour un marché de deux centrales de 800 mégawatts.

L'Iran, un des principaux producteurs de pétrole, s'équipe en nucléaire moins pour des raisons économiques, que pour se doter

d'une infrastructure nécessaire à la production d'armes nucléaires. Jusqu'à présent, le contrat de 9 milliards de dollars en discussion avec les Etats Unis est bloqué parce que les USA ont posé des conditions de contrôle des produits nucléaires trop strictes. Dans le contrat avec l'Allemagne, il est prévu des négociations ultérieures pour la production du carburant, qui seraient entreprises pour conclure des accords spéciaux.

Ainsi, l'Iran qui dispose déjà de l'armée la plus puissante de la région du golfe dans laquelle elle joue le rôle d'un véritable gendarme, prévoit de compléter sa panoplie d'armes nucléaires, ce qui constitue une menace pour tous les pays de la région soumis à une pression iranienne permanente.

BIGEARD AUSSI

En France, Pontillon a donné la position du PS : soutien complet au terrorisme sioniste. «La réaction israélienne aura porté un coup d'arrêt à la montée du terrorisme conçu comme un moyen d'action politique». De quoi applaudir au rapprochement des polices françaises et allemandes pour lutter contre le terrorisme internatio-

nal / Quant à Bigeard, il juge que «c'est une intervention très bien montée : mais qu'il y a des gens capables d'en faire autant en France». Pour Bigeard, le raid israélien justifierait que l'armée française exécute des raids à l'étranger. Israël réalise ce que les impérialistes ne peuvent plus faire eux-mêmes.

UNE DÉCLARATION DE L'O.L.P.

L'un des membres du commando de Kampala serait un ancien responsable du FPLP - qui n'est pas engagé dans cette affaire - W. Haddad, un autre de nationalité allemande, aurait participé à l'attentat d'Orly contre un Boeing d'El Al.

Le responsable du bureau de l'OLP à Paris, Ezzedine Kalak, a déclaré à un journal français :

«L'OLP avait réprouvé dès le début le détournement d'Airbus. Cela ne doit pas nous empêcher de chercher les origines de telles opérations dans la politique de négation systématique de l'existence et des droits nationaux du peuple palestinien par l'Etat d'Israël. La campagne d'intoxication déclenchée à travers le monde à l'occasion de cette opération vise de toute évidence, à passer sous silence le complot de liquidation de la Révolution Palestinienne et du mouvement national libanais qui se déroule actuellement au Liban avec la complicité des Etats-Unis, d'Israël et du régime du général Assad à Damas.

DANS NOTRE COURRIER

Quelques mots sur le journal...

Quelques mots sur le journal pour dire que :

● l'enquête sur la sécurité des Français démarre bien et est intéressante.

● si possible faire une rubrique sport plus rassemblée (et peut-être un peu plus de développement sur la Transat et ses différents aspects :

- publicitaire (bateau remplaçant voiture comme support publicitaire)
- technologique (-automatisation, télécommande, -sources d'énergies non utilisées : solaire, éolienne (projets de cargo à voiles)
- sécurité : quelles retombées pour la pêche, la navigation.

● Bravo pour le feuilleton *Hebken*

● A travers les pages *Luttes Ouvrières* on appréhende de mieux en mieux l'enjeu des luttes BE, Chaussou, etc...

J.C.P. 69 Decines

Soutenir concrètement les paysans pauvres

Je lis depuis quelques numéros, le Quotidien du Peuple et j'ai pris contact avec les camarades de Pau. Ceux-ci m'ont fait part de la lettre au Quotidien d'un lecteur de Nanterre qui a l'intention de se rendre cet

été en vallée d'Aspe afin d'aider les paysans pauvres de la vallée à la production et d'enquêter sur leurs conditions de vie. A ce propos, je vous serai reconnaissant de me mettre en contact avec ce camarade dans le but de réaliser une enquête sur les paysans de montagne et de prendre des contacts avec eux. Il y aurait aussi, peut-être, la possibilité de tourner un film en «super 8» sur ce thème.

J'envisage ce travail dans la perspective d'un approfondissement de la ligne du Parti, pour l'assimiler, la discuter et l'enrichir, tout en soutenant concrètement l'existence des paysans pauvres de la montagne.

Longue vie au Quotidien !

Correspondant Angers

P.T. Pau

ECHO DE LA VISITE DE GISCARD À ANGERS

A Galley, ministre de l'Équipement qui circulait à pied sur le grand boulevard angevin, une habitante d'HLM tint ce propos : « Venez chez moi, monsieur le ministre. Vous verrez ce qu'est une HLM sans persiennes, sans porte de placard, avec des sols qui sont mal fixés. »

A cela, le ministre répondit :

« Comme maire de Troyes, je gère quatre mille HLM. Je sais ce que c'est. Demandez à votre mari de bricoler un peu... »

La réponse se passe de commentaire... Elle en dit long sur la façon dont la bourgeoisie méprise et se moque des masses populaires...

Correspondant Angers

«LE TEMPS DES CERISES» par le théâtre de l'Olivier

Après le grand succès remporté par «Village à vendre» et pour rester fidèle à sa vocation de théâtre régional, le théâtre de l'Olivier d'Aix-en-Provence présente «Le temps des cerises» ou «Le nouveau procès de Caramentran».

«Le temps des cerises», ce pourrait être l'histoire d'une entreprise régionale spécialisée dans la transformation des produits agricoles, et dont l'activité fait vivre une vallée entière.

Cette entreprise pourtant prospère menace soudain de fermer ses portes.

Des centaines d'ouvrières et d'ouvriers seront licenciés, les paysans de la vallée seront contraints d'arracher leurs arbres, une région entière est menacée de mort.

Devant cette menace, hommes et femmes, ouvriers et paysans décident de s'unir. Pourquoi a-t-on décidé de fermer l'usine, comment en est-on arrivé là ?

Qui donc est responsable de cette crise de la cerise... Renouant avec la tradition carnavalesque du procès et du brûlement de Caramentran, les héros-victimes de cette farce contemporaine vont faire le procès des dirigeants de l'entreprise pour les contraindre à dire la vérité.

Le «temps des cerises», c'est avant tout une certaine forme de théâtre populaire qui puise ses sources dans les traditions culturelles régionales et réactualise le sens profondément critique et libérateur du «procès de Caramentran», une tradition toujours vivante dans un grand nombre de villages de Provence et du Languedoc.

LES REPRÉSENTATIONS CETTE SEMAINE

Vendredi 9 : Valence (Drôme)
Samedi 10 : Bonnieux (Vaucluse).

CAMP DE LOISIRS POPULAIRES de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire

DANS LE GERS DU 14 AU 29 AOÛT 1976
camps de toiles, marabouts...



Appel pour la création d'une chorale et d'un groupe musical

La musique tient aujourd'hui une place assez importante dans la vie des jeunes.

- quelle sorte de musique attire les jeunes ?
- quelle révolte exprime-t-elle ?
- qu'est-ce que la musique populaire ?
- en quoi la musique peut-elle contribuer à une perspective révolutionnaire ?

Un jeune de Paris



63^e TOUR DE FRANCE

MONTGENÈVRE-MANOSQUE : LA VICTOIRE D'UN ÉQUIPIER

Le métier de coureur cycliste

LE «LEADER» ET LES «DOMESTIQUES»

Le cyclisme professionnel n'existe que parce qu'il est financé par des sociétés privées qui utilisent le sport cycliste comme support publicitaire. Les cyclistes amateurs qui franchissent le Rubicon et se lancent dans l'aventure professionnelle sont livrés pieds et poings liés à ces firmes qui ne financent pas le cyclisme par philanthropie. Ainsi avec la crise, les investissements publicitaires ont été réduits d'où réduction du nombre d'équipes et du nombre de coureurs par équipe, d'où la mise au chômage en France par exemple d'une trentaine de professionnels. Généralement, une équipe comprend 14 à 16 coureurs, plus le directeur sportif, le mécanicien, le soigneur et le personnel d'encadrement. Chaque coureur perçoit un salaire

fixe mensuel. D'un coureur à l'autre, les écarts sont énormes. Il faut savoir que si les grandes vedettes sont payées plusieurs millions chaque mois (Merckx perçoit au bas mot 2 millions anciens par mois), les trois quarts des anonymes du peloton touchent à peine cent mille anciens francs ; même pas le SMIC et de plus seulement dix mois par an (période de course). En fait, ce qui régit le cyclisme pro, c'est les «gains de course» c'est-à-dire les primes qui, pour les contrats dans les critères d'après-Tour, seront fixées par une équipe de managers suivant les résultats obtenus dans le Tour : en 74, un demi million par jour pour Merckx ; en 75, 350 000 F pour Thévenet etc... et 600 à 700 F pour les coureurs

qui ont réussi à se montrer dans une étape par la réussite d'une longue échappée solitaire comme par exemple cette année pour Parecchini et Viejo. Donc, pour un coureur, faire le Tour de France, devient une nécessité vitale pour avoir de meilleurs salaires et de meilleures primes. Gagner une étape, se mettre en valeur, permettra de mieux monnayer ses mérites. D'autre part, les équipiers des grands leaders touchent à la fin du Tour, les gains accumulés par le leader qui sont versés dans la caisse et répartis entre tous les équipiers mais au prorata du travail effectué. Ainsi en 72, Guimard à lui seul, avait gagné 11 millions anciens.

Une victoire d'étape, comme une victoire dans

le Tour est un résultat d'équipe. Elle suppose que les «domestiques» soutiennent le leader aux points névralgiques, contrôlent la course afin qu'il fournisse le moins d'efforts possible en fonction du vent et du parcours et qu'il soit dispos au moment où la bataille s'engage. Mais dans une équipe qui remporte peu de victoires, il n'est pas rare qu'un coureur, au terme du Tour ne recueille en tout et pour tout que 600 à 800 F. Ainsi, le cyclisme pro, c'est un cercle vicieux : les «champions» se font beaucoup d'argent et sont retenus pour toutes les courses, quant aux équipiers qui manquent d'engagements dans les critères, ils n'obtiennent que des contrats très bas.

Alain DESAVE

Une étape pour rien ; après le plat de résistance qu'ont représenté les deux grandes étapes des Alpes, cette troisième étape alpestre ressemblait comme à un dessert pour les favoris. On s'attendait à ce que Maertens, qui avait mangé son pain noir pendant deux jours, retrouve l'appétit en inscrivant une quatrième victoire d'étape à son actif. Eh bien, c'était sans compter avec la torpeur d'un peloton fatigué par les efforts fournis dans la grande montagne, et qui laissa s'enfuir l'Espagnol Viejo, peu dangereux au classement général (77^e à 50'55"). C'est devenu d'ailleurs une tradition dans le Tour, empreinte de paternalisme de la part des leaders, de laisser un sans grade se mettre en valeur après les étapes difficiles. En tout cas, l'Espagnol profita de l'aubaine pour réussir la plus longue échappée du Tour (plus de deux cents kilomètres) et maintenir une avance de plus de vingt minutes sur le gros du peloton à l'arrivée à Manosque. Après l'Italien Parecchini, arrivé en solitaire à Nancy, la victoire de Viejo c'est un

peu la revanche des porteurs d'eau, bien que Viejo ait quand même derrière lui quelques résultats, en particulier une troisième place dans un des derniers championnats du monde amateurs derrière Ovion et Maertens. Avant les Pyrénées, il n'y a donc pas de modifications au général et la journée de repos aujourd'hui à Port Baccarès permettra aux coureurs de souffler un peu, de panser les blessures avant la grande bataille qui décidera de la victoire de ce Tour.

- CLASSEMENT DE L'ÉTAPE
- 1 - Viejo
 - 2 - Karstens à 22'55"
 - 3 - Maertens à 23'07"
 - 4 - Panizza m.t.
 - 5 - Baronchelli
 - 6 - Delisle

- CLASSEMENT GÉNÉRAL
- 1 - Van Impe
 - 2 - Zoetemelk à 7"
 - 3 - Poulidor à 1'36"
 - 4 - Thévenet à 1'48"
 - 5 - Galdos à 2'4"
 - 6 - Bertoglio à 2'5"
 - 7 - Pollentier à 4'2"
 - 8 - Delisle à 4'17"
 - 9 - Kuiper à 4'36"

VIE DU JOURNAL

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ABONNEZ VOUS

**CAMPAGNE
D'ABONNEMENTS
EXCEPTIONNELS**

9 mois déjà, 9 mois où le Quotidien du Peuple est paru régulièrement, s'est transformé progressivement grâce à l'aide, aux critiques, aux suggestions des lecteurs. De l'avis de tous ceux qui nous écrivent, le Quotidien du Peuple correspond mieux à l'arme dont on a besoin et il faut continuer dans la voie engagée. Poursuivre cette voie, c'est préparer déjà la rentrée, emmagasiner de nouveaux reportages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner nos bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied... Pour cela, nous devons renouveler l'avance financière qui avait été acquise au lancement du Quotidien du Peuple et a permis de le sortir régulièrement cette année. Il ne saurait y avoir

d'amélioration de notre journal sans disposer de cette avance financière.

C'est le sens de la campagne d'abonnements exceptionnels que nous lançons aujourd'hui. Nous demandons aux camarades qui lisent le Quotidien du Peuple et le soutiennent, au lieu de l'acheter dans les kiosques, de s'abonner directement pour un an au journal, ce qui nous permettra d'accumuler l'avance dont nous avons besoin, tout en renouvelant notre réseau de lecteurs, en kiosques. Une édition spéciale pour les abonnés de province sera tirée à la rentrée, en avance sur l'édition normale, pour que le journal arrive dans les temps, visant par là à remédier à certains re-

tards signalés dans la dernière période par quelques abonnés. Le prix de l'abonnement peut être versé en trois envois de 100 F à un mois d'intervalle chacun. La formule d'abonnés-amis du Quotidien du Peuple, que nous proposons, vise à resserrer les liens entre les lecteurs et leur journal. La possession de la carte d'abonné-ami du Quotidien qui va être imprimée, n'entraîne pas la seule réception régulière du Quotidien du Peuple, mais donne également droit à un abonnement à l'une des revues indiquées ci-dessous, d'autre part à un livre ou un disque au choix, enfin à des réductions dans des librairies, fêtes et spectacles... (La liste, loin d'être terminée, sera complétée au fur et à mesure).

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine
- La Chine en construction



NOM (en capitales)
Prénom
Adresse
Ville (indiquer le code postal complet)

- Abonnement normal..... 300 F
- Abonnement de soutien..... 500 F

- Mode de Versement :
- En une fois.....
 - En trois fois.....

- Et à un livre ou un disque au choix

- *Parmi les livres :
- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
 - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme-léninisme
 - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse

- *Parmi les disques :
- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
 - Un disque de François Tusques (Intercommunal Free Dance Orchestra) ou



- Dansons avec les travailleurs immigrés



- Un disque de Carlos Andreou (Un peuple en lutte : Espagne)



- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle, ou Le nouveau Partisan)
- Les chants de la Résistance Palestinienne.

- Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple)

REDUCTION

- de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
«Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
«Librairie 71», 24 rue J.Jaurès à Nantes.
«L'Armitière», 12 bis rue de l'Ecole à Rouen.
Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
- de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.
- de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

- Réception de la brochure Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml.

Découper suivant le pointillé et renvoyer au
Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

**PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE**
marxiste-léniniste
TEXTES et DOCUMENTS
issus du
DEUXIEME CONGRES

Passez vos commandes à Front Rouge
BP 68 75019 Paris - CCP 31 191 14 La Source
5 F



**TÉLÉPHONEZ
AU
QUOTIDIEN
208 65 61
DE 9 H A 17 H**



Le Quotidien du Peuple - Publication du PCRml
Adresse Postale : BP 225 - 75924 Paris - Cedex 19
CCP n°23 132 48 F Paris
Directeur de Publication : Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris - Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

BLOC-NOTES

SANTÉ

LES COUPS DE SOLEIL

Peut-on exposer les enfants au soleil sans danger ?

Les peaux brunes déjà pigmentées supportent mieux le soleil, ont davantage besoin de soleil. C'est pourquoi on donne à l'enfant brun une dose plus forte de vitamines D qu'à un enfant blond (en hiver et dans les villes).

La peau des bébés et jeunes enfants est encore plus fragile que celle des adultes, elle est très vite irritée et brûlée.

Il est dangereux d'exposer trop longtemps les enfants qui risquent une déshydratation brutale par sudation intense, une insolation avec malaise, perte de connaissance, fièvre.

Les enfants doivent en conséquence être vêtus légèrement et de manière ample lorsque le soleil tape, être exposés progressivement.

En cas de mauvaise circulation veineuse (varices), de maladie cardio-vasculaire (hypertension artérielle...), l'exposition prolongée au soleil est contre-indiquée : le soleil aggrave ces maladies et

peut entraîner de graves malaises.

Le danger de l'exposition solaire chez les femmes enceintes, et les femmes qui prennent la pilule contraceptive.

Que nous soyons enceintes ou sous pilule contraceptive,

nous sommes sous l'influence d'une quantité importante d'hormones (qui maintiennent l'utérus en état de grossesse, artificielle ou non). Le soleil peut entraîner une réaction, principalement sur le visage : masque de grossesse (ou chloasma pour les médecins) qui sont des

tâches pigmentées de brun ressemblant à des tâches de rousseur, mais très denses et irrégulièrement réparties : sur le front, le nez, parfois les joues, le pourtour des yeux.

Ce masque persistera ensuite à vie malgré les traitements. Si l'on veut éviter, une seule solution, ne pas

exposer le visage longtemps au soleil, mettre une capeline pour sortir.

Que faire en cas de brûlure ?

- Les brûlures du visage : supprimer le maquillage, le savonnage matinal. Laver le visage à l'eau bouillie tiède (s'il est souillé de poussière), sans appuyer sur les brûlures.

- Si la brûlure est superficielle (rougeur même importante), on peut accélérer la guérison et calmer les démangeaisons avec une crème à base de bore, genre Borostyrol.

- Si la brûlure est profonde ou crevassée, ou infectée, il serait dangereux de mettre une pommade qui aggraverait l'infection ; on doit se contenter de rincer à l'eau bouillie, de mettre si besoin un badigeon d'éosine à l'eau à 1% (pour désinfecter) et de laisser sécher et cicatriser à l'air. Les pansements sont inutiles (sauf blessure profonde, auquel cas il faut consulter un médecin) car ils entraînent une macération de la plaie et retardent la guérison.

Docteur QdP



PROGRAMME TÉLÉ

MERCREDI 7 JUILLET

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Une minute pour les femmes
 19 h 45 - Tour de France
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - L'inspecteur même l'enquête Cadavres et skis
 22 h 00 - M comme Montréal
 22 h 50 - Journal et fin

A 2

18 h 55 - Des chiffres et des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Y'a un truc
 20 h 00 - Journal
 21 h 35 - C'est à dire
 23 h 00 - Journal et fin

FR 3

19 h 05 - Programmes régionaux
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Vingt heures en été
 20 h 30 - Cinéma d'aujourd'hui Le bateau sur l'herbe
 23 h 00 - Journal et fin

FEUILLETON

Hebken

Conte gueux

de
 YOUENN CÔIC

aux Éditions P.J. OSWALD

RÉSUMÉ : Andro Ar Falz, homme de confiance du maire de Pont l'Abbé, joue un mauvais tour aux femmes des pêcheurs de l'île Tudy.

Car il invita les hommes à monter sur son bateau, et leur donna à boire de l'eau-de-vie de mauvaise qualité, qui leur fit mal au ventre et leur brûla la tête.

- Je n'ai jamais vu les femmes faire la loi aux hommes, leur dit-il, je crois que vous ne valez pas cher.

Sur ces entrefaites, le passeur de Loc Tudy, le port d'en face, de l'autre côté de la manche, débarqua un groupe de jeunes messieurs et demoiselles bien habillées, qui étaient des bourgeois de Kemper en villégiature au bord de la mer.

Pour les épater, les hommes de l'île firent les farands, et se mirent à danser sur le port. Les jeunes demoiselles applaudissaient et riaient, les jeunes messieurs fumaient avec des visages méprisants.

Youenn n'avait rien bu, et il s'était rapproché des jeunes bourgeoises, en particulier il en guignait une, sacrément jolie, richement vêtue, avec une coiffure bizarre mais qui lui allait bien ; il aimait son rire, et le trépigement de ses pieds, juste comme était assise sur le cul d'une barque renversée.

C'est alors qu'il sentit une main ferme le prendre par le poignet et le tirer en arrière. C'était Anna Bleo Ruz (1)

Naturellement, Youenn la connaissait un peu. Il la voyait presque tous les jours, à la pêcherie avec les autres femmes : c'était une petite jeune fille, au visage maigre, au corps sec, avec des

cheveux rouges et un mauvais caractère. Elle habitait la dernière maison de l'île, du côté de Combrit, juste un pen ti avec deux vaches, que la vieille emmenait paître, avec les autres de l'île, sur les terrains communaux de Combrit, derrière les dunes.

- Ne flairez pas tout le temps après les jupes de cette dame, Youenn Hepmez (2), elle est trop belle pour vous. Vous n'avez jamais regardé votre figure ?

- Vous croyez que vos cheveux rouges sont assez blonds pour mes yeux, Anna ? répliqua Youenn, furieux.

- Ne parlez pas de cheveux, vous serez chauve plus tôt que vous ne croyez, méchant garçon, à moins que votre mauvaise tête ne vous conduise au crime, et qu'on dise de vous après votre mort : Youenn Hebben (3), celui qui a été guillotiné.

- Vous êtes méchante avec moi, Anna Bleo Ruz, sans doute parce que le sang de poisson vous a rougi les cheveux, et que vous vous êtes donnée de l'élégance pour venir aguicher les garçons à qui la boisson met les idées à l'envers. Sûrement, vous croyez qu'un d'eux sera assez saoul pour ne plus voir la couleur de votre crinière, et après qu'il aura couché avec vous, vous irez le dénoncer au curé pour qu'il vous marie de force.

- Taisez-vous, Youenn Hebkalon (4), vous méritez que les honnêtes filles vous arrachent les yeux, de se laisser insulter par un vaurien qui a été quatre fois en prison à Kemper !

- Quatre fois ? Vous mentez trois fois, et vous dites la vérité une seule. Ce n'est pas une bonne réputation que vous faites à votre langue.

- La prochaine fois que les gendarmes viendront vous chercher, je leur dirai dans quel moulin

abandonné vous vous cachez, et je serai débarassée de vous voir tous les jours, Youenn Heblez (5).

- Vous n'avez qu'à vous crever les yeux pour ne pas me regarder passer, Anna. Parce que si vous ne le faites pas, c'est que vous prenez du plaisir à me voir.

- Du plaisir ? Quelle femme pourrait trouver du plaisir à mettre ses yeux sur votre figure de hareng ? Tenez, mettez votre tête demain devant mon baquet à sel, je vous la plonge dedans pour vous rendre présentable comme vous devez être. Après, je vous disboyote de haut en bas, et je vous accroche à égoutter, pour que tout le monde dise en vous voyant : «Tiens, voilà Youenn Hebkouill... (6)»

C'est par cette injure infâme qu'Anna Bleo Ruz obligea Youenn Hebben à coucher avec elle.

Ils se mirent en ménage, mais comme ni l'un ni l'autre n'avaient besoin de dieu ni de l'Etat pour se sentir pas gênés, il n'y eut ni messe, ni enregistrement à payer.

Après cette soirée de délire, les hommes de l'île prirent la mer, et Youenn se trouva être le seul homme ni trop vieux, ni trop jeune de l'île. Les femmes, commentant son alliance avec Anna, dirent que la Bleo Ruz avait du bon sens, et qu'elle saurait le faire marcher droit.

(à suivre)

(1) Cheveux rouges.
 (2) Sans honte.
 (3) Sans tête.
 (4) Sans cœur.
 (5) Sans loi.
 (6) Sans c...

PREMIER ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE DES ÎLES DU CAP-VERT

L'EFFONDREMENT DU DERNIER EMPIRE COLONIAL

Lors de la proclamation de l'indépendance, Abilio Duarte, président de l'assemblée nationale populaire et ministre des affaires étrangères des îles du Cap-Vert, nous accordait cette interview.

— Tobias Engel : Camara de Abilio Duarte, tu es aujourd'hui président de l'assemblée nationale du Cap-Vert, tu as eu une longue expérience de la lutte armée en Guinée-Bissau. Après la proclamation de l'indépendance le 5 juillet 1975 de la République du Cap-Vert, sur



Abilio Duarte, président de l'Assemblée Nationale Populaire et ministre des Affaires étrangères des îles du Cap-Vert.

quel passé de luttes, d'exploitation, d'oppression s'est faite cette indépendance ?

— Abilio Duarte : La lutte conjointe des Guinéens et des Cap-verdiens est à l'origine de la fondation du parti à Bissau avec des Guinéens et des Cap-Verdiens. La nature et les objectifs d'unité de notre parti, ce sont des principes que nous avons toujours exprimés et que nous avons mis en prati-

que. Derrière cette indépendance, il y a comme vous savez toute la lutte de notre parti, qui était un parti d'avant-garde en Guinée comme au Cap-Vert. Nous sommes les plus anciennes colonies en Afrique. Vous êtes au courant des « exploits » des navigateurs portugais. Nous avons connu 5 siècles de présence coloniale portugaise, plus d'un siècle de colonialisme organisé et vous pouvez comprendre facilement l'importance de cette étape que nous venons d'achever, c'est-à-dire l'indépendance qui a derrière elle une longue lutte politico-armée en Guinée et une longue lutte politique au Cap-Vert, qui était clandestine et qui est devenue ouverte le 25 avril, c'est-à-dire après la chute du régime fasciste hitlérien de Marcelo Caetano et Salazar au Portugal. Cela est le fond de cette indépendance, résultat d'une longue lutte politico-armée.

— T.E. : Quelles sont les forces principales qui ont soutenu le PAIGC dans la lutte pour l'indépendance ?

— A.D. : Ici, au Cap-Vert, il y a eu des Cap-Verdiens qui ont servi le colonialisme portugais mais d'une façon générale, la majorité écrasante du

peuple Cap-Verdien a été sous la botte du colonialisme portugais. Avec l'isolement des îles et tout le processus de métissage qui a eu lieu aux îles du Cap-Vert, la stratification sociale était plus nette mais même pour ceux qui avaient certains privilèges dans cette société cap-verdienne, la majorité étaient victimes de la domination coloniale du pays. Les couches essentielles qui ont contribué à la lutte, c'est normal, ce sont celles qui ont le plus souffert de l'exploitation colonialiste et fasciste, c'est-à-dire la grande masse des paysans et des travailleurs des villes, parce que comme vous savez, nous sommes un pays agricole, un pays de paysans, il n'y a pas de

grandes structures industrielles donc on ne peut pas parler d'un prolétariat mais des travailleurs des villes et des paysans qui sont la majorité écrasante de notre peuple, sans parler des petits pêcheurs qui sont sur la côte, parce que nous avons la mer qui nous entoure, nous sommes aussi un peuple de pêcheurs et de marins. Ce sont ces gens-là qui ont été les plus victimes de l'exploitation, de la misère, de la famine; d'une manière normale, ils ont été les éléments les plus dynamiques dans la reconquête de notre droit, de notre dignité : être égaux avec tous les autres peuples du monde, c'est-à-dire arracher notre indépendance.

— T.E. : Votre lutte pour

l'indépendance en Guinée-Bissau, les succès que vous y avez remportés, les succès que vous avez remportés au Cap-Vert lors de vos premières interventions politiques ouvertes, non clandestines, après le coup d'Etat du 25 avril au Portugal, ont fait que l'impérialisme a tenté de provoquer au Cap-Vert, des tentatives de type putchiste ; pouvez-vous nous dire ce qu'il en a été et quelles étaient leurs bases d'appui ?

— A.D. : Tous les coups de feu que nous avons tirés en Guinée, nous les avons toujours considérés comme des actes de libération, libération du Cap-Vert et non pas seulement du Cap-Vert mais de tous les Africains. La lutte en Guinée a eu un impact énorme sur la prise de



Quand le colonialisme régnait en maître sur le Cap-Vert : exploitation de la main-d'œuvre locale, utilisée pour le transport des produits de la monoculture destinés à l'exportation. Les cultures vivrières étaient systématiquement liquidées.

L'unité du Cap-Vert et de la Guinée Bissau : ÉCHEC AUX COLONIALISTES

C'est vers 1446 que les Portugais découvrent les îles du Cap-Vert. L'excellente position géographique de l'archipel permettra le développement du commerce et la défense de la « présence portugaise en Guinée ».

En 1466, les résidents de Santiago se virent accorder le droit exclusif de pratiquer le commerce de troc sur les côtes de Guinée afin d'obtenir des esclaves en échange de pagens et de verroteries.

La Guinée et le Cap-Vert eurent ainsi des économies complémentaires malgré l'éloignement des territoires et la diversité des productions. Ce furent les conditions matérielles et sociales qui présidèrent au peuplement humain de l'Archipel du Cap-Vert.

On pense que l'ensemble des îles était inhabité lorsque les Portugais y débarquèrent. Ce sont les esclaves provenant de la zone conquise entre le fleuve Sénégal et le Sierra Leone et appartenant à diverses ethnies qui composent le fond ancestral de l'occupation humaine des îles du Cap-Vert. L'apport des Portugais, Génois, Français et autres étrangers contribua à caractériser un type de Cap-Verdien métissé dont le pourcentage s'élève à 80 % environ.

Tout au long de l'histoire des relations entre les deux pays et cela jusqu'à une

époque très récente, la Guinée fut presque totalement dépendante de l'archipel pour le commerce, la navigation et la vie sociale.

RÉSISTANCE AU COLONIALISME

Tout au long de l'histoire des îles du Cap-Vert, on enregistre de nombreuses tentatives de soulèvement, des révoltes et d'autres actes de résistance à l'ennemi. Mais, dans le passé, il manquait une organisation politique capable d'encadrer et de diriger efficacement la lutte. C'est seulement avec la création du PAIGC en 1956

que le peuple Cap-Verdien a eu la possibilité réelle de déclencher une lutte irréversible pour sa libération nationale aux îles du Cap-Vert.

C'est dans le cours d'une longue lutte politico-armée en Guinée Bissau que de nombreux Cap-Verdiens vont raffermir l'unité historique Guinée-Cap-Vert, en participant pleinement à toutes les actions nécessaires à la cause de l'indépendance.

OPPOSER LES « PLUS BLANCS » AUX « MOINS BLANCS »

De tout temps, il y eut les tentatives des colonialistes pour diviser les deux peuples, d'assurer les Cap-Verdiens d'une soi-disant supériorité sur les Guinéens, les premiers étant « plus blancs » donc plus « civilisés ». On alla jusqu'à donner des postes à des Cap-Verdiens dans l'administration coloniale ou dans l'armée d'occupation en Guinée, en Angola, au Mozambique.

La réalité était tout autre pour l'écrasante majorité des

paysans et travailleurs des villes, des pêcheurs de la côte.

DE L'ÉMIGRATION FORCÉE À LA DESTRUCTION DES FORÊTS...

L'administration coloniale s'attache à provoquer l'émigration forcée en détruisant les cultures vivrières au profit de grandes exploitations ce qui entraîne l'abattage quasi-total des forêts, ce qui sous l'effet du climat tropical entraîne une grave dégradation de la fertilité des sols, provoque la famine et la mort pour des centaines de milliers de Cap-Verdiens.

Des contrats de travail qui étaient quasiment des contrats d'esclavage envoyèrent les Cap-Verdiens travailler en Angola dans les mines, au Mozambique (barrage de Cabora Bassa), à Sao Thomé dans les plantations.

LES « GRANDS TRAVAUX » DES CIVILISATEURS...

Pour tenter de camoufler la

réalité de cette exploitation féroce, les colonialistes s'attachaient à une politique dérisoire de « grands travaux » et de « planification ».

Mais ces grands travaux n'ont jamais atteint le moindre résultat productif. Par exemple, il est fréquent au Cap-Vert de trouver des kilomètres de routes pavées qui ont demandé un grand travail, routes qui n'aboutissent nulle part et ne traversent aucun village. Ils s'agissait pour les colonialistes portugais de créer chez les Cap-Verdiens une mentalité d'assisté.

Le Cap-Vert devait également servir de base pour l'OTAN dans le cadre du pacte de l'Atlantique Sud visant à la « protection du monde libre ».

Ainsi l'exploitation coloniale des îles du Cap-Vert atteignit une tel degré qu'elle entraîna une dégradation accélérée de la production, des échanges commerciaux, maintint la population dans un état de sous-alimentation chronique, et bloqua toute possibilité de développement économique.



Îles du Cap-Vert :
Superficie : 4 033 km²
Population : près de 200 000 habitants.
Capitale : Praia (île de Santiago)

conscience et le développement de la lutte au Cap-Vert avec l'avantage que c'était le même parti avec les mêmes militants qui s'organisaient d'un côté et de l'autre. Avant le 25 avril, nous avons pris beaucoup de précautions pour parler de ce qui se passait aux îles du Cap-Vert parce que nous avions une conscience exacte du danger que l'organisation du parti pouvait courir si on commençait à faire des déclarations ouvertes. Cela a été quelquefois mal compris même chez nos propres amis, mais on a été ferme sur le principe selon lequel la lutte qui se déroulait au Cap-Vert, se déroulait dans une clandestinité stricte, nous connaissions exactement la situation logistique du Cap-Vert, un archipel à plusieurs centaines de kilomètres de la côte d'Afrique, ce n'était pas une grande île, mais plusieurs îles, dix îles, et tout manque de précautions pouvait avoir de très graves conséquences, on peut même dire catastrophiques, parce qu'on avait conscience du système, qu'on connaissait très bien le système colonial, le fascisme, et qu'on connaissait très bien les méthodes de la Pide.

On a préféré même quelquefois donner des arguments aux ennemis du parti qui disaient qu'il n'existait rien du tout, on a préféré cela à dévoiler les secrets de la lutte qui se déroulait ici. Après le 25 avril, après la chute du fascisme au Portugal, l'opinion internationale a pu voir que, réellement, ce qu'on avait dit au long de ces années était vrai, parce que ce n'était pas du jour au lendemain qu'on pouvait organiser tout ce mouvement politique.

— T.E. : Certains prétendent que l'accession du Cap-Vert à l'indépendance s'est faite pacifiquement, qu'en penses-tu ?

— A.D. : Cela est absolument faux et les gens qui disent cela n'ont rien compris à notre lutte et ne la comprendront sans doute jamais ; c'est mentir sur la réalité. Je le répète, chaque coup de feu que nous avons tiré sur le front de Guinée Bissau visait à libérer non seulement la Guinée Bissau, mais le Cap-Vert, de même qu'ils contribuaient à la libération de l'Afrique entière. L'indépendance du Cap-Vert est le fruit d'une dure et longue lutte politico-armée.